

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 24 MAI 1978 - N° 703

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS GENDARME EN AFRIQUE

- Les paras français s'installent au Zaïre
- Mobutu à Paris pour la conférence Franco-Africaine
- Giscard veut mettre sur pied une force d'intervention africaine



Lire nos articles en pages 2 et 10

## Accidents du travail



### UN CONSEIL DE PLUS...

Boullin a annoncé lundi la mise en place d'un Conseil supérieur pour la prévention des risques professionnels dans le but de lutter contre le «fléau» que représentent les accidents du travail. Une dizaine de décrets doivent être vus pour «faciliter» sa tâche. Cette inauguration supplémentaire vient compléter l'attirail administratif en ce domaine sans changer quoi que ce soit à la multiplication des accidents dans les entreprises. Le chiffre réel des morts au travail (environ 5 000 par an) est tragiquement stable, preuve que les patrons s'accommodent parfaitement de cette situation !

## Grève générale au Pérou

La brutale augmentation de 60% des produits de consommation courante qui est venue s'ajouter aux précédentes a porté les augmentations du coût de la vie au Pérou au chiffre catastrophique de 100% en un an.

Ces mesures gouvernementales ont provoqué une vague de colère du peuple péruvien, durement frappé. Partout dans le pays, les grèves et manifestations se développent. Depuis deux jours, un mot d'ordre de grève générale a été lancé par les deux centrales syndicales. A Lima, les manifestants ont durement affronté la police qui a tiré faisant plusieurs morts.

La répression est d'une violence extrême : l'armée quadrille les grandes villes, des arrestations sont opérées en masse. Le pays tout entier est paralysé par la grève depuis 48 heures.

Lire en page 10

## Terrin : reprise du travail

A Terrin (Marseille), lors d'un vote organisé par la CGT et la CGC, 1 741 votants se sont prononcés pour la reprise du travail. Toutefois, les 561 voix contre et les 34 «blancs» montrent que cette décision ne fait pas l'unanimité. Pour l'instant, les 825 licenciements sont maintenus.

## 484 licenciements chez Luterma au Havre

Filiale d'un groupe anglais, l'entreprise Luterma au Havre vient d'annoncer sa fermeture. Cette décision entraîne le licenciement de ses 484 employés ; ceux-ci viendront s'ajouter aux 8 000 officiellement recensés que compte déjà la ville.

## Vivre et travailler en Sibérie

Lire le récit de Martchenko  
en page 9

## La grève des ouvriers de Fougerolle



Lire notre reportage P. 6



# Opération «Léopard» à Kolwezi

## GISCARD AU SECOURS DE MOBUTU

● «Les autorités zairoises souhaitent que nous restions plusieurs semaines encore» disaient à la presse dimanche les paras français de Kolwezi.

Lundi 22, ils étendaient leur champ d'action et ratissaient les environs de la ville minière. Ils appliquent ainsi intégralement la mission que le porte-parole de l'Élysée définissait crûment le 19 mai : «Cette mission... prendra fin aussitôt que les autorités légales seront en mesure d'assurer elles-mêmes le contrôle de la situation». Giscard le répétait le soir même en termes plus choisis : «C'est une opération ponctuelle dans la ville de Kolwezi pour y rétablir le plus rapidement possible la sécurité... aussitôt que le sort des ressortissants étrangers aura pu être rétabli... nos unités reviendront à leur base de départ». La décision d'intervenir au Zaïre revenait pour les gouvernants français, une fois encore, à la décision de sauver le régime de Mobutu, et non simplement à récupérer les coopérants.

Si, contrairement à l'intervention d'avril 1977, l'intervention de cette année a été décidée dans un cadre proche de l'OTAN, Giscard n'en poursuit pas moins ses propres objectifs, éveillant la colère du gouvernement belge et une certaine méfiance au sein de la CEE dont le conseil des ministres des Affaires étrangères dimanche s'est borné à un soutien de pure forme à l'opération d'évacuation, en l'absence du ministre belge des Affaires étrangères.

À l'opposé de la Belgique, l'impérialisme français n'a que des intérêts limités au Zaïre. Au milliard de dollars auquel sont estimés les investissements belges, les 20 millions de dollars que représentent les investissements français paraissent faibles et sont dépassés aussi par l'Angleterre (60 millions de dollars), l'Allemagne (80 millions de dollars), et bien sûr les USA. En outre, ils sont très aléatoires. Alors que les Belges contrôlent la Gécamines qui exploite les riches minerais du Shaba, les investissements français sont concentrés dans les produits de transformation : produits en aluminium (Péchiney), plastique (Alibert), tandis que Thomson CSF met en place le réseau de communication, Kinshasa Lumumbashi (la capitale du Shaba), EDF a été chargée de la coordination et du contrôle des travaux du barrage d'Inga, le plus gros du monde.

La pénétration entreprise, depuis les années 60, avec obstination, par de Gaulle et ses successeurs a cependant permis à l'impérialisme français de gagner des positions au cours des années 70. L'une des principales réussites françaises sera la mission confiée au BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières, de France), en 1973, de dresser l'inventaire des ressources du Zaïre, mission qui se poursuit actuellement.

### UNE ENTREPRISE SYSTÉMATIQUE DE PÉNÉTRATION

Lors de son indépendance en 1960, le Congo belge, futur Zaïre, est le principal pays francophone alors que la France n'y a pratiquement aucun intérêt. En 1963-1964 toute une série d'accords sont signés, et en 1965 de Gaulle impose le Congo de Tschombe, alors au ban de l'Afrique, au sein de l'organisation africaine et malgache (O.C.A.M.), regroupement des anciennes colonies françaises. Le Zaïre sera le premier pays à se retirer de l'O.C.A.M. moribonde en 1972, mais l'impérialisme français aura déjà fait une timide percée. De 12 experts présents en 1969, leur nombre passera à 208 en 1974 et 318 en 1976. Les investissements français prennent leur essor et l'impérialisme



français cherche à se mieux placer dans tous les projets lancés alors par Mobutu : recherches minières, équipements, etc.

### COOPÉRATION MILITAIRE EN PLEIN ESSOR

Les relations entre le gouvernement français et le Zaïre prendront tout leur essor avec Giscard d'Estaing, qui sera en août 1975 le premier président français à se rendre au Zaïre. La coopération militaire est l'un des piliers de ce rapprochement. En 1973, pour la première fois dans le Tiers Monde, le Zaïre passe commande de 15 Mirage. Ce contrat s'accompagne d'une aide militaire technique. En 1974, sont signés des accords de coopération militaire, qui sont appliqués depuis, bien que non ratifiés par le Parlement français. La discussion était à l'ordre du jour dimanche dernier, elle a été reportée !

En 1975, les coopérants militaires français sont officiellement envoyés au Zaïre, des stagiaires sont entraînés en France, au titre de «l'assistance militaire technique», un organisme de coopération réservé aux anciennes colonies de la France. Au Shaba, en mars-avril 1977, le nombre de coopérants a été renforcé et selon les dires du colonel Franceschi qui les commandait sur place, leur mission était d'organiser la défense de Kolwezi.

À la suite de l'intervention de l'an dernier, la collaboration militaire s'est encore renforcée : les livraisons d'armes se sont multipliées. Des mirages ont été envoyés à Lumumbashi. Mais surtout, les coopérants militaires paraissent avoir joué un rôle important dans la remise sur pied de l'armée zairoise largement désorganisée à la suite de la première guerre du Shaba et par les purges qui ont depuis, saigné l'état-major. Lors de sa tentative pour reprendre l'aéroport de Kolwezi, le gouvernement zairois a annoncé que le 3<sup>e</sup> bataillon de parachutistes, qui avait été engagé, était «Le plus jeune bataillon que les Français viennent de former».

### LA DOCTRINE DE L'INTERVENTION

Ce n'est pas le seul espoir de préserver des intérêts économiques qui a fondé un tel engagement militaire. Depuis 1976, le Zaïre est membre de la conférence franco-africaine, par laquelle Giscard est ainsi amené à maintenir à toutes forces le régime Mobutu dans la crainte que le remplacement de celui-ci remette en cause les liens franco-zairois qui reposent sur une base économique, restant relativement faible par rapport aux intérêts que détiennent d'autres pays impérialistes. Certains commentateurs américains n'hésitent pas à attribuer à Giscard une «théorie des dominos» selon laquelle toute modification de l'équilibre politique à l'intérieur d'un pays de l'ensemble francophone pourrait entraîner une remise en cause de la domination française dans tout un ensemble de pays africains.

La politique d'intervention en Afrique a été présentée d'une manière systématique par tous les ministres concernés, Défense, Coopération, Affaires étrangères, et par Giscard lui-même au cours des derniers mois. Au

camp de Mailly, Barre déclarait : «Notre action politique et diplomatique ne peut s'exercer efficacement qu'à condition, le cas échéant, de pouvoir s'appuyer sur l'action de moyens militaires capables de soutenir nos amis en difficulté et de montrer notre détermination et notre résolution de soutenir nos préventions légitimes ou celles de nos amis». Le développement des forces d'intervention à l'étranger, décidé dans la loi de programmation militaire, la constitution de forces aéroportées, devenues désormais les forces militaires principales pour ce genre d'opérations, ont créé les moyens de cette politique.

Parce qu'il occupe une place particulièrement importante pour l'avenir de la politique giscardienne en Afrique et qu'il est l'un des plus vulnérables, le Zaïre est sujet à la seconde intervention française en un an. D'autres suivront nécessairement car les raisons pour lesquelles Mobutu est en difficulté ne sont pas modifiées avec la deuxième guerre du Shaba. Amené à multiplier les interventions pour défendre sa présence en Afrique, l'impérialisme français fait figure en même temps de fer de lance des pays occidentaux en Afrique.

Grégoire CARRAT

### En France, les partis politiques et l'intervention

À droite, on jubile. Bigeard, pour l'UDF, chante à la gloire du baroud : «La France ne peut pas se permettre, en une telle circonstance, de regarder par le trou de la serrure et de compter les points. Le président a eu le courage d'entr'ouvrir la porte et de montrer que la France est toujours là». En Algérie, cette porte-là a claqué sur le nez de Bigeard. Le reste est à l'avenant, la presse prétendant «justifier» l'intervention en insistant abondamment sur les témoignages qui décrivent les assassinats d'Européens à Kolwezi.

À gauche cependant, après les premières protestations (sur la forme : le Parlement aurait dû être consulté, etc...) on ajuste le tir. C'est Crépeau, président tout neuf du MRG, pour qui : «Il faut porter assistance à des personnes en péril et il faut les sauver à tout prix». C'est Mitterrand lundi après-midi, dans une conférence de presse : «S'il s'agit strictement de sauver des vies en péril, bien entendu, cela doit être fait».

En somme, un gouvernement de gauche en aurait fait autant. Quant au PCF, il a chargé Gremetz de déclarer : «La France n'a rien à gagner à défendre des régimes corrompus. Le pouvoir giscardien engage des actions coûteuses pour la France». Toujours les fameuses divergences sur la meilleure manière d'assurer «la présence française» dans le Tiers Monde !

### Des principes à la réalité !

Personnel d'assistance technique.

Article 5.

Les personnels d'assistance technique sont mis en place au Zaïre, à la demande du Conseil exécutif national du Zaïre, pour participer en qualité d'instructeurs à la formation du personnel militaire zairois et pour contribuer en qualité d'experts à l'organisation des forces armées zairoises.

En aucun cas ils n'interviennent dans le commandement du personnel zairois et ne prennent part à la préparation ou à l'exécution d'opérations de guerre et de maintien ou de rétablissement de l'ordre ou de la légalité.

Après accord du Conseil exécutif national du Zaïre, les autorités françaises peuvent, sans immixtion dans le fonctionnement des services zairois intéressés, procéder à l'inspection technique des personnels d'assistance.

Article 6.



# PCF : CONTRE LA «CONTESTATION», L'ARTILLERIE LOURDE

● En ce début de semaine, la presse du PCF fait donner l'artillerie habituelle contre les «contestataires» qui viennent de rendre publique leur condamnation commune des propos de Marchais au comité central du 26 avril. Les articles sont dans

Dans *L'Humanité*, c'est Laurent Salini qui s'en prend à deux journaux, *Le Matin* et *Le Monde*, supports des textes publiés par les dissidents. Nommant pour la première fois ensemble Elleinstein et Althusser, «n'ont-ils pas signé ensemble le texte des «trois cents»?», Salini s'exclame : «Ainsi, jour après jour, ce qui était débat est devenu contestation publique, ce qui était discussion est devenu entreprise menée en dehors des principes et des règles d'un parti révolutionnaire d'avant-garde.» Il ajoute que «les contestataires mettent sur pied ces liaisons horizontales qui, en dehors de la période des congrès, substituent les luttes de groupes au libre débat mené entre les communistes.»

Dans *France Nouvelle*, Paul Laurent, quant à lui tente de répondre sur le fond aux mises en cause du mode de fonctionnement du PCF : selon le membre du secrétariat du PCF, «le mode actuel de discussion préparatoire aux congrès recueille l'approbation générale.» Sur les tribunes publiques dans la presse du PCF en dehors des périodes de congrès, «devrait-on à tout moment entretenir un débat public sur tout, une situation factice de remise en cause perpétuelle des décisions? Comment notre peuple s'y retrouverait-il dans un parti communiste paraissant hésiter en permanence entre plusieurs politiques?» Quant au mode de désignation des directions, «que l'on pense à l'extraordinaire capital de discus-

## Renforcement de l'arrimage du MRG au PS

Il fallait s'y attendre, le PCF n'est pas du tout satisfait du congrès tenu par le MRG le week-end dernier. La cause de cette déception tient tout simplement à ce que des deux candidats en liste, celui qui a été élu est le plus favorable au parti socialiste. Un article de *L'Humanité* reprend pour ainsi dire à son compte tout ce que les partisans de Maroselli ont pu dire ou plutôt crié pendant ces deux jours sur l'inféodation de Crépeau au PS.

Ceci dit, la victoire écrasante du maire de La Rochelle constitue une surprise, les observateurs s'attendant généralement à ce que le duel soit beaucoup plus serré. Il est vrai



Laurent, Leroy, Marchais : «Les directions, c'est fait pour diriger.»

sion démocratique que représentent la réflexion, la discussion collective à tous les échelons en vue de l'élection des organismes de direction, à la somme de confiance réfléchie, basée sur l'expérience, que traduit le choix effectué par les militants.»

Enfin, sur le mode de prise de décision en dehors des congrès, «il est vrai que les directions ont un rôle, celui de diriger. Elles sont élues pour cela (...). Quelques communistes en sont arrivés à le nier.»

En somme, tout va pour le mieux dans le meilleur des partis possibles. Quant aux contestataires, ils veulent, «de façon pudique, mais néanmoins très claire, revendiquer l'existence de tendances, lesquelles ne peuvent que conduire à l'affaiblissement, voire à la

la droite ligne du communiqué du Bureau Politique publié samedi, qui accusait les trois cents signataires de vouloir substituer des «tendances» au fonctionnement actuel du PCF, désigné par sa direction comme le «centralisme démocratique».

paralyse du parti révolutionnaire.» Et «certains articles écrits par quelques membres du Parti dans la presse adverse constituent une attaque frontale contre la politique du Parti et sa direction.»

Paul Laurent, Salini et les autres ont beau faire appel aux principes d'un centralisme démocratique depuis longtemps vidé de

toute substance par la direction du PCF elle-même, il est douteux que cela suffise à faire taire la contestation ; trop de contradictions politiques se sont accumulées ces dernières années dans leur parti pour que leur manifestation puisse aujourd'hui être facilement étouffée.

Jean LERMET

### LE PCF LICENCIE

A la rédaction du journal du PCF *La Marseillaise*, la confirmation est arrivée que vingt cinq membres du personnel allaient être licenciés. Raison avancée : le passage du journal au procédé offset. C'est la même situation, rappelons-le, qui avait motivé la longue grève du *Parisien Libéré*. Au reste, on peut se demander si c'est la raison pour laquelle quatre journalistes de plus de cinquante-cinq ans sont dans la charrette, alors que plusieurs nouveaux ont récemment fait leur apparition à la rédaction.

### MRG : ENNUIS POUR CRÉPEAU

Après le congrès du MRG, les difficultés commencent pour son nouveau président, Crépeau. D'une part, dans le Lot-et-Garonne, le président du conseil général, François-Poncet, giscardien, a été élu avec des voix de conseillers généraux MRG : à ce propos, le nouveau président a déclaré qu'il mettrait de l'ordre dans son parti. D'ici là, il faudra qu'il trouve de nouveaux locaux : le bailleur de fonds du MRG, Manuel Diaz, partisan de Maroselli, a en effet décidé de mettre ses locaux à la porte : c'est le premier acte du «groupe de réflexion», que les adversaires de Crépeau ont mis en place.

### LES PETITS AMIS

«Bienvenue à Michel Crépeau» a déclaré Mitterrand dans sa conférence de presse lundi. «Nous avons toujours eu des relations cordiales aux franges de l'amitié. Je suis porté à me réjouir de cette élection qui marque l'amitié que le MRG porte au PS» aussitôt après, on apprenait que le maire adjoint de Cannes, Albert Lopez qui est aussi président de la Fédération des Alpes-Maritimes, démissionnait, accompagné de trois conseillers municipaux.

L'élection de Crépeau ne devait toutefois pas décourager certains dans la majorité, puisque Cavaillet déclarait peu après : «J'aurai des entretiens avec des radicaux de gauches et des valoisins pour tenter de jeter des passerelles entre les deux familles radicales, et ne pas perdre contact ni avec l'opposition, ni avec la majorité.»

# Mitterrand fait le point

Mitterrand semblait vouloir clore la période post électorale lundi, au cours de sa conférence de presse. Traitant tour à tour de la situation intérieure et internationale, il déclarait notamment : «Il y a un fossé entre les promesses et la pratique du gouvernement». Donnant à Barre un cours d'économie bourgeoise il devait ensuite annoncer que le PS allait organiser une campagne nationale sur le thème : «Ils n'avaient pas promis cela», qui se terminera le 20 juin, par une journée nationale d'action. Par ailleurs, Mitterrand a annoncé son intention de tenir des conférences de presse dans des entreprises particulièrement touchées par la crise et de réunir le 22 juin à Rennes, les maires socialistes des villes de plus de 30 000 habitants. Evoquant la crise traversée par le PCF, Mitterrand faisait preuve de la modération qui sied à un parti qui traverse lui aussi une contestation interne assez vive. Evoquant celle-ci, il devait déclarer «Il y a une lutte du pouvoir partout, au PS comme ailleurs. Mais elle ne devient importante qu'à partir du moment où l'on peut penser que le pouvoir

pourrait changer. Je peux conduire le PS encore vers la deuxième ou la troisième phase de son action, en veillant qu'il aborde cette phase dans l'harmonie. Je n'ai pas d'inquiétude particulière».

Commentant dans le même ordre d'idée la création d'un courant féministe dans son parti, il devait rappeler que pour créer un courant il lui faudrait réunir 5 % des voix et qu'il leur «souhaitait bonne chance».

A propos de l'intervention au Zaïre, enfin il devait affirmer qu'il approuvait que les paras «sauvent la vie des concitoyens», mais qu'il rejetait la politique aventureuse de la France en Afrique et notamment qu'il désapprouvait le soutien au régime de Mobutu «décadent et arbitraire», aussi que l'intervention au Tchad sauf, si le gouvernement faisait la preuve qu'il y avait bien dans ce dernier pays «interventions extérieures».

Ce qui est contradictoire puisqu'au Zaïre il y a bien «intervention extérieure». En clair, Mitterrand pense que le soutien à Mobutu n'est pas le meilleur moyen de maintenir «la présence française» en Afrique.

## Anti-facho Chirac ?

Devant le conseil de Paris, le président du RPR a déclaré à propos du récent attentat contre une organisation d'anciens résistants : «Il est extraordinairement préoccupant de voir le développement de ces groupes fascistes et des actes de terrorisme fasciste (...) Je demande au préfet de police de prendre toutes les mesures nécessaires pour que ces groupes soient poursuivis et châtiés avec toute la rigueur de la loi.» Curieuse profession de foi, venant d'un homme politique dont on connaît la faculté à s'appuyer sur tout ce qu'il y a de plus réactionnaire pour ses entreprises.

## Safari anti-jeune : peine légère

Un flic du nom de Barre avait tiré en décembre 73 sur un jeune dans un bistrot. Il était pourtant étranger à la bagarre pour laquelle le patron avait appelé la police.

Il a été condamné par le tribunal de Versailles à 15 mois de prison avec sursis et 3 000 francs d'amende : à peine plus qu'un mécanicien qui a été condamné par un autre tribunal à deux mois avec sursis pour avoir vendu une voiture d'occasion en très mauvais état.

## Cambricole anti-CGT

Dans le procès ouvert depuis lundi pour juger les cambrioleurs du syndicat CGT du Livre, les inculpés affirment avoir été contactés par un certain «Tonio» qui leur aurait promis, en échange des dossiers du syndicat, un casier judiciaire vierge. Le président du tribunal se refuse apparemment à chercher de ce côté-là et affirme que le vrai mobile du vol était financier.

## Saint-Malo : le PS en tête

Le PS arrive largement en tête dans l'élection municipale de Saint-Malo, dimanche dernier. Le PC, par rapport aux législatives, perd 36,82 % des voix ! Avant le premier tour, le PCF avait affirmé qu'il ne se désisterait pas pour le PS au second tour. Maintiendra-t-il cette attitude ?





**MAI 68** au jour  
le jour

**Vendredi 24 mai**

De Gaulle a annoncé qu'il parlerait le 24 mai : la motion de censure déposée par la gauche a été repoussée par l'Assemblée Nationale le 22, et il espère par ce discours dénouer la crise.

Or, le même jour, 200 000 paysans sont dans la rue, et des dizaines de manifestations se déroulent dans toute la France.

#### MANIFESTATIONS PAYSANNES

Quelquefois, elles prennent simplement la forme d'un défilé silencieux (contre la baisse des prix communautaires). Ailleurs les manifestants ont recours à des formes d'action violentes : barrages de routes, commandos contre des fermes de cumulards, attaques de préfectures, barricades (Allier, Vaucluse, Landes, Gironde, Gers, Bretagne...).

A Nantes, ils entrent dans la ville derrière une énorme banderole : «*Non au régime capitaliste, oui à la révolution complète de la société.*» La place Royale est baptisée «Place du peuple».

#### «LE POUVOIR EST DANS LA RUE»

Le 22, on a appris que Cohn-Bendit est expulsé de France. L'UNEF et le SNESup appellent à des manifestations. La CGT refuse. C'est la rupture ouverte. Le 24, à Toulouse, Brest, Paris, par exemple, il y a deux manifestations distinctes. Dans les cortèges CGT, soigneusement encadrés, il règne une certaine grogne parmi les jeunes ouvriers. A Paris, les slogans prévus («*Augmentez nos salaires*», «*Abrogez les ordonnances*») sont vite couverts par d'autres : «*Le pouvoir est dans la rue*», «*Le pouvoir, c'est nous*».

#### CONTRE L'EXPULSION DE COHN-BENDIT

Lyon, Strasbourg, Nantes, Paris connaissent ce jour-là leur plus grande «nuit des barricades». Les manifestants (étudiants, ouvriers, auxquels se joignent à Nantes des paysans) s'attaquent aux préfectures, aux commissariats, aux hôtels de ville, aux permanences gaullistes. Les affrontements qui durent toute la nuit n'ont jamais été aussi violents.

#### DE GAULLE A LA TÉLÉVISION

A la même heure, De Gaulle parle de «crise de structure», propose une «mutation de société», la «participation» et annonce un prochain «référendum». La réaction populaire est négative. Très vite, il aura le sentiment d'«avoir misé à côté de la plaque». Le même soir, on entend souvent crier dans les rues : «*Son discours, on s'en fout.*» Certains croient assister à l'agonie de la V<sup>e</sup> République.

#### DANS LA PRESSE

Témoignage dans *Le Monde*. A Paris, le 24 : «*Vers 17 h 30, tandis que les défilés de la CGT s'achèvent sans incidents, les étudiants et les jeunes travailleurs se retrouvent par groupes de quelques centaines aux portes Est de Paris, et aux carrefours de Clichy, Stalingrad, Barbès. Des cortèges se forment, précédés de drapeaux rouges et noirs, de pancartes où on peut lire : «Le pouvoir aux travailleurs», «Le pouvoir dans la rue», «De Gaulle chienlit», «Séguy, pas de compromis». Des discussions s'engagent parfois entre militants syndicaux qui déconseillent ou recommandent la jonction avec les étudiants. Des mots d'ordre sont scandés : «De Gaulle, démission», «Ton discours, on s'en fout», «Ni Mitterrand, ni de Gaulle». Grossissant à vue d'œil, les groupes se fondent en cortèges de plusieurs milliers de personnes... Parmi les slogans : «Les usines aux travailleurs», «Nous sommes tous des juifs allemands», «Ouvriers, étudiants, solidaires».*

Dans *L'Humanité* (24 mai), sous le titre : «*Le véritable rôle de Cohn-Bendit*» :

«*Le comportement de Cohn-Bendit fait le jeu du pouvoir contre les travailleurs (...). Les manifestations en faveur de Cohn-Bendit ne peuvent être que division, diversion, provocation.*»

Mai 68 dans *L'Humanité*

## DU MOUVEMENT REEL AUX FORMULES CREUSES

Dans *L'Humanité* de lundi, Guy Hermier, du bureau politique, tire le bilan du mouvement de mai 68 sous le titre : «*Nous continuons le combat populaire de mai 68*». Conformément au titre, on peut lire dans «l'interview» ce genre d'affirmations, qui en constituent la trame : «*Très concrètement, la question de chemins nouveaux vers une société nouvelle a été soulevée. C'est très exactement à cette question que le 22<sup>e</sup> congrès du parti communiste a répondu.* Ou en-

core : «*L'essentiel, c'est qu'une nouvelle étape s'est ouverte pour le mouvement populaire, pour notre parti. Qu'on observe le cheminement depuis mai 68* : suit une énumération de plusieurs textes adoptés depuis par le parti de Marchais. Et encore : «*Tout ce que je viens de dire (...) montre l'actualité des questions posées par mai 68. On l'a vu avec l'extraordinaire bataille des élections législatives.*»

Le début de la remise en question, dès 68, d'un

côté, des objectifs politiques assignés par le PCF au mouvement de la classe ouvrière ; de l'autre côté, les contradictions que soulève actuellement dans ce parti le fait qu'il ne se saisit pas des exigences réelles qui montent des masses : voilà ce que Hermier tente d'escamoter en quelques formules. Dix ans après, est-il concevable qu'un dirigeant du PCF ose encore tenter d'assimiler à quelques formules élaborées loin des masses, la réalité d'un mouvement qui est venu secouer la

domination de la bourgeoisie, et qui a fait précisément la démonstration de la capacité d'initiative populaire ? Il est vrai que, ces derniers jours, Séguy, à la télévision puis dans *L'Humanité*, a cru pouvoir reprendre sans sourciller le mythe, propagé en 68 par la direction CGT, des étudiants qui venaient aux usines «*pour casser les machines*»... Combien de gens peut-il encore se trouver pour croire à ce genre de balivernes ?

### LUTTES OUVRIERES

LMT (Nantes), après 7 semaines de lutte

## LA GREVE SE RENFORCE Succès du 1<sup>ER</sup> gala de soutien

● Depuis sept semaines, les travailleurs de LMT (Nantes) sont en lutte pour le salaire minimum à 2 500 F, les 35 heures, la cinquième semaine de congés payés. Toute la semaine, à la répression de la direction, les travailleurs de LMT ont riposté par de nouvelles initiatives qui ont abouti à un renforcement de la lutte. Le succès du gala de soutien

vendredi soir est un nouveau pas franchi dans la mobilisation.

Mardi 50 grévistes de Nantes devaient se rendre à Paris, au siège social de LMT et de la Thomson. Ce sera une occasion de rencontrer les travailleurs de Paris de LMT.

Depuis le début de la lutte, la direction de LMT multiplie les actes de répression : cinq avertissements, 35 mises à pied, 60 minorisations de salaires, lock-out et cette semaine, assignation en référé de deux délégués CGT et CFDT. Fait nouveau, alors que d'ordinaire, le chantage à la répression avait toujours marché, c'est le contraire qui se passe aujourd'hui : «*Plus les sanctions tombent, plus les travailleurs sont déterminés.*»

La semaine dernière, la lutte était à un tournant et les discussions au cours des assemblées générales quotidiennes des représentants de secteurs étaient animées quant aux initia-

tives à prendre pour rallier à soi le personnel encore non gréviste (mais qui participe au soutien financier). Aussi mercredi, le premier piquet de grève se mettait en place et permettait un renforcement de l'action et un plus grand contact avec les non grévistes. «*Nous ne voulons pas nous couper des non grévistes mais au contraire les gagner*», disait un travailleur et depuis le début de la lutte, c'est bien le souci numéro 1 des grévistes. Jeudi, l'assemblée générale des grévistes regroupait plus de 300 personnes, chiffre encore jamais atteint depuis le début du mouvement. Vendredi, à nouveau, un piquet de grève se mettait

en place. Alors qu'en début de semaine, la lutte semblait s'essouffler, les dernières initiatives, le durcissement de la lutte et la perspective du gala de soutien ont augmenté la mobilisation des travailleurs.

#### SUCES DU GALA DE SOUTIEN

La prise en main par l'ensemble des travailleurs du gala de soutien témoigne encore de la mobilisation des travailleurs. Le gala avait été organisé sur le quartier nord de Nantes à l'endroit où habitent le plus de travailleurs de LMT. Le souci était justement de ne pas s'épar-

iller, de prendre des initiatives réalistes et qui permettent un véritable contact avec la population du quartier. Le gala était organisé conjointement avec le comité de quartier Nantes Nord et le groupe femmes Nantes Nord et à leur initiative. Une grande banderole : «*Quartiers en lutte, usines en lutte, solidarité*» surmontait l'estrade. Elle montrait bien la volonté des militants du cadre de vie et des militantes femmes du quartier de lier leurs luttes avec les luttes ouvrières. Plus de 500 personnes ont participé au gala et cette initiative doit permettre la mise en place d'une première coordination sur ce quartier entre les différents mouvements de lutte. Les différents stands des mouvements de lutte ont permis que de premiers débats s'engagent au cours de ce gala.

#### ÉLARGIR ENCORE LA POPULARISATION

Au moment où la lutte se renforce, il est important de développer encore plus le soutien. Deux autres usines sont en lutte dans la région nantaise ce qui témoigne d'un regain des luttes ouvrières. Aller dans le sens d'une renouveau, d'une coordination entre ces différentes luttes, c'est sûrement le moyen de renforcer la mobilisation des travailleurs et le rapport de force nécessaire pour faire céder une direction intransigeante comme celle de LMT

Corr. Nantes

Boussac  
(Vosges)

## Contre la fermeture, la grève du 26 se prépare

Le plan de survie du groupe Boussac, qui prévoyait 1365 licenciements, ayant été rejeté par le gouvernement, qui ne veut pas soutenir ce «canard boiteux», c'est maintenant la question du dépôt de bilan qui se trouve posée. Une décision devait être annoncée en début de semaine.

La fermeture des usines du groupe Boussac signifierait le licenciement de plus de 6 000 personnes

dans les Vosges. Le tiers des travailleurs du textile vosgien est concerné. Le dépôt de bilan serait lourd de conséquences pour la région, si l'on songe que le textile représente la principale activité industrielle du département et qu'il ne cesse de supprimer des emplois.

Contre les licenciements, une journée de grève générale des Vosges est prévue pour le vendredi 26, à l'appel

de la CGT, de la CFDT, de FO, de la FEN, et de la CGC. La FDSEA a également appelé les paysans à s'y associer. Les commerçants baisseront leurs rideaux pendant quelques heures au moment du rassemblement à Epinal.

Le mot d'ordre de la journée est «*Vivre et travailler dans les Vosges*», en dépit de la proposition de FO d'en faire une journée «*Vosges mortes*».



Ceyrac écrit aux syndicats

## DES PROPOSITIONS DANGEREUSES

Après Barre, c'est Ceyrac, le patron du CNPF, qui écrit aux syndicats pour leur faire connaître les positions du patronat face aux revendications posées par les dirigeants syndicaux lors de leurs visites. En même temps, il écrit aux Chambres patronales, pour leur préciser la marche à suivre pour les négociations à venir.

Bien que le contenu précis de ces lettres ne soit pas public, les thèmes agités par le patronat depuis quelques semaines sont par contre connus : principalement la «garantie annuelle de ressources», la «durée annuelle du temps de travail», la question de l'indemnisation du chômage. Pour ce dernier point, les souhaits du patronat sont clairs : passer des 90 % à 70 % ! Pourtant, c'est la minorité des chômeurs qui touche 90 %, pendant une période assez courte. Alors que le chômage se développe à vitesse grand V, surtout depuis les élections, le patronat se propose donc de réduire encore l'indemnisation.

Les deux autres thèmes présentent le danger d'être moins clairs. Pourtant, avec la «garantie annuelle de ressources», c'est le SMIC lui-même qui est remis en cause. Non, que le SMIC soit suffisant pour vivre aujourd'hui, mais il constitue une référence, au niveau national. Sa suppression, et l'instauration de salaires minimum par branche, contribueraient à diviser la classe ouvrière, les travailleurs, selon que leur branche

marche plus ou moins bien.

Quant à la «durée annuelle du temps de travail», c'est une mise au rencart de la loi sur les 40 heures hebdomadaires : elle est calculée sur 48 semaines de 40 heures, mais on peut penser que plus d'une mesure de chômage partiel sera travestie par des «congrés», qu'il faudra sans doute compenser par des heures supplémentaires.

En fait d'ouverture, ce programme patronal, auquel il faut ajouter un chômage encore plus massif et une hausse de prix catastrophique, aggrave encore la situation globale des travailleurs.

## MISES EN GARDE. ET RIEN D'AUTRE...

Devant ce danger, les directions syndicales font des mises en garde, expliquent les conséquences possibles de ces mesures, si elles étaient mises en œuvre. Dans la VO de la semaine passée, Jean Louis Moynot, secrétaire de la CGT, explique : «Avant, c'était le refus brutal de négocier. Au-

jourd'hui, ce sont des propositions de discussions limitées mais touchant à plusieurs domaines, ultra restrictives envers les revendications syndicales et nourries d'objectifs patronaux dangereux : casser le rôle du SMIC, plafonner les salaires par une pseudo-garantie annuelle, fixer un temps de travail annuel et imposer sa répartition et la prise de congés en fonction de la charge de travail de l'entreprise, passer par dessus la tête des syndicats pour mettre en place un semblant de discussion des conditions de travail sous le contrôle hiérarchique de la direction».

Méfiance, donc. Cela dit, ce qui est proposé par la confédération CGT, et tout autant par la confédération CFDT, c'est d'obtenir l'ouverture de négociations partout où c'est possible... Sans s'imaginer que ce sera famineux, cela dépend de la mobilisation des travailleurs... Il n'est donc pas question, pour les dirigeants syndicaux, de se battre pour des objectifs importants : le SMIC, cité par exemple en tête des revendications par l'éditorial de Moynot, n'est même plus chiffré ! On est loin de ces querelles électorales qui, avant le 19 mars, remplissaient des pages sur le taux du salaire minimum ! Aujourd'hui précisément où l'offensive contre le pouvoir d'achat bat son plein !

De toute évidence, il s'agit pour eux de faire tenir les travailleurs au moins jusqu'à l'été : «ce sera l'occasion aussi de relancer l'action dès avant l'été dans les entreprises, les bureaux, car les patrons ne sont pas pressés...» La relancer un peu.

Car pour les directions syndicales, il ne s'agit pas d'impulser un grand mouvement pour l'instant, l'heure n'est pas à la lutte. «Sur le plan pratique, la situation n'a rien de désespéré», nous est-il dit ! Voudrait-on nous faire croire que les travailleurs ne sont pas complètement anéantis après la défaite électorale de la gauche !

Du côté de la direction CGT, comme CFDT, il n'y a donc guère de perspective. Et c'est sans doute pourquoi la rencontre entre Maire et Krasucki, vendredi dernier, n'a donné lieu à aucun communiqué commun, à aucun commentaire de l'un ou de l'autre. Les violentes querelles qui viennent de les opposer ont laissé des traces ! Mais pour la direction CGT, ces rencontres sont précieuses : elle veut éviter à tout prix son propre isolement, et un rapprochement de la direction CFDT avec FO. Mais pour ce qui est de perspectives communes de luttes, rien !

Monique CHERAN

Reinier (Strasbourg)

3<sup>e</sup> semaine de grève

Les travailleurs et travailleuses de Reinier en sont à leur 3<sup>e</sup> semaine de grève pour les salaires et conditions de travail (voir QdP de samedi), au total ce sont 6 chantiers de Strasbourg et des environs qui sont en lutte. Depuis mardi dernier ceux du dépôt de Mulhouse ont rejoint la grève. La combativité est toujours aussi grande ; lundi matin quelques chefs et jaunes de la SNCF ont pu en faire

l'expérience : sur ordre de la SNCF, ils s'approprièrent à nettoyer les wagons alors que cela n'est pas leur travail : aussitôt les travailleurs de Reinier se sont rendus sur les chantiers en question pour dire fermement à ces chefs qu'ils ne toléreraient pas que leur grève soit brisée par la SNCF. Les chefs en question n'insistèrent pas davantage et se retirèrent non sans avoir téléphoné aux flics pour dire qu'ils

avaient été menacés par «des ouvriers armés de pelles et autres instruments».

Au cours des discussions avec des travailleurs, ceux-ci se montrent très sensibles à la question de l'élargissement et de la popularisation de la lutte : selon un délégué, la CGT des ports et docks a fait appel aux travailleurs des autres entreprises de la

branche pour développer la solidarité : il faudra sans doute attendre quelques jours pour la voir se matérialiser. Rappelons tout de même que les travailleurs de Reinier en sont à leur 3<sup>e</sup> semaine de grève, sur le plan de la ville cette grève est encore très peu connue et la nécessité d'une large popularisation se fait sentir, d'autant plus que la combativité des travailleurs de Reinier est exemplaire.

TFR (Le Puy) : 10 000 personnes à la journée «portes ouvertes» de dimanche

## Journée «ville morte» vendredi 26 mai

Après déjà plusieurs semaines de lutte contre les 392 licenciements décidés par la direction, les travailleurs de l'usine du Puy des Tanneries Françaises Réunies, ont organisé ce week-end une journée «portes ouvertes» afin de mieux faire connaître le mouvement entrepris et poser de nouveaux jalons dans la solidarité active des travailleurs et de la population du département. L'initiative fut un franc succès : plus de

10 000 personnes de la proche région et des départements voisins sont venues visiter l'usine du Puy, discutant avec les travailleurs grévistes tout au long de la journée de dimanche.

Cette journée «portes ouvertes» faisait suite à celle organisée huit jours plus tôt par les travailleurs de l'usine du même groupe de Bort les Orgues où de nombreux licenciements ont été décidés également. Mais les travailleurs du

Puy sont bien décidés à ne pas en rester là et à intensifier la bataille qu'ils ont engagée pour la sauvegarde de leur emploi dans une région où de surcroît, le chômage est déjà fort important. C'est ainsi qu'ils ont décidé avec leur organisation syndicale d'organiser ce vendredi 26 mai, une journée «ville morte» au Puy. Cette journée risque d'être à l'image de la journée «portes ouvertes» du week-end : un succès et l'occasion pour

les travailleurs du Puy de montrer leur détermination à soutenir leurs camarades des Tanneries. La section syndicale CGT des Tanneries Françaises signale d'ores et déjà que pas moins de 54 organisations syndicales, politiques et culturelles et autres apporteront leur soutien actif à cette journée : les boutiques des commerçants, les cafetiers, écoles, etc afficheront boutique close.

En rupture avec l'attentisme nombreuses luttes en Franche-Comté

Grèves à Zenith Fonderies Le 13<sup>e</sup> mois obtenu

Plusieurs débrayages ont eu lieu dernièrement dans cette entreprise de fonderie avec pour objectif l'obtention du 13<sup>e</sup> mois. Cette revendication vient d'être arrachée le patron ayant finalement cédé lors d'une réunion la semaine dernière. Mais jeudi — comme par hasard — un travailleur était licencié accusé d'avoir participé à une bagarre aux portes de l'entreprise, et le concierge mis à pied deux jours ! Immédiatement, un débrayage a été organisé dans tout l'atelier de fonderie ou travaillait l'ouvrier licencié et malgré les «justifications» apportées par le chef du personnel, le débrayage continuait, le patron devant finalement annuler les sanctions.

Le lendemain matin, vendredi, un autre débrayage avait lieu dans un atelier où travaillent une forte proportion de femmes : les ouvrières entendaient de la sorte montrer qu'elles refusaient plus longtemps de subir les brimades des chefs. Elles demandaient également que le travail soit arrêté un quart d'heure au moins avant l'heure vu qu'elles ont «obligation» avant de partir de nettoyer les machines.

## Grève chez Ultra, Carelin, Maveg...

Des luttes se déroulent également dans les entreprises Ultra, Carelin, Maveg (valises) : dans cette dernière entreprise, des débrayages se déroulent en vue d'obtenir le 13<sup>e</sup> mois pour tous, une augmentation des salaires et une amélioration des conditions de travail. Les travailleurs de certaines des usines citées ont obtenu des succès, les autres continuant les mouvements engagés.

## Premières effervescences contre les menaces de licenciement

La semaine dernière, à l'usine Rhône Poulenc Textile de Besançon, une note de service engageant les travailleurs à chercher du travail a été brûlée publiquement pour dénoncer la signification de ces offres d'emplois extérieures : la menace de licenciements et de chômage dans le cadre du plan de restructuration engagé par la direction générale.

La direction de l'usine de Besançon proposait par exemple des emplois sur des chantiers de construction d'autoroutes. Elle cherche d'autre part à faire accepter des mutations vers Arras dans le groupe !

## Lip : la police empêche des ventes de montres

La police a repris en main son enquête visant à interdire la vente de montres : cela a été le cas récemment à Lyon et samedi devant le centre commercial de Quétigny, près de Dijon où la police a pris 5 montres, ce qui n'a toutefois pas empêché la vente de continuer.

## Jura : la lutte pour l'emploi continue dans plusieurs villes

La grève pour les salaires a été reconduite à 100 % chez Peternite à Clairvaux. A Lons le Saunier, le patron de l'entreprise V 33 Blastor a été condamné par le tribunal à verser plus de 3 millions d'anciens francs à une standardiste licenciée abusivement sous prétexte d'un refus de mutation. Cela est assez rare pour mériter d'être signalé !



## LUTTES OUVRIERES

● Les primes qui sautent, la déqualification systématique à l'embauche, la dictature insupportable d'un patron qui après avoir dirigé les travaux de l'aéroport de Roissy voudrait bien en finir au plus vite avec la construction d'une centrale dénoncée de toutes parts, les motifs de se mettre en grève on l'a vu ne manquaient pas. La révolte contre les «économies» faites sur leur dos est d'autant plus ressentie par les travailleurs de Fougerolle que cette entreprise, qui a des chantiers dans une quinzaine de pays, ne se gêne pas pour annoncer des bilans retentissants : tout récemment encore, 7 milliards de bénéfices en deux ans ! Sans parler des largesses gouvernementales pour tout ce qui touche de près ou de loin au programme électro-nucléaire. Et à Malville, ça le touche vraiment de près !

D'un côté, un patron qui, quoi qu'il en dise, ne peut se permettre de «tenir pendant six mois, s'il le faut», de l'autre des ouvriers combattifs qui ne veulent pas voir leur grève brisée comme les précédentes. Comment surmonter certaines divisions, comment mener la lutte, que penser de l'attitude des syndicats, c'est de toutes ces questions que nous avons pu débattre en fin de semaine dernière à Malville, avec les ouvriers de Fougerolle.

## Reportage de Claude ANCHER

À tous les griefs accumulés contre le patron, s'en est ajouté un dernier qui a fait exploser la colère. Le 28 avril, Colinas «lâchait» 10 F de plus sur la prime de déplacement. À l'issue d'un vote, cette proposition était acceptée à la quasi-unanimité. Mais alors, volte-face de Colinas : ce sera 5 F tout de suite et 5 F en septembre, avec une condition supplémentaire : la signature d'un contrat par lequel les ouvriers renonceraient à toute revendication jusqu'à la fin de l'année. Cette ficelle un peu grosse, en forme de corde au cou, fut immédiatement rejetée. Pas question de marcher dans cette politique de la «paix sociale» ! Par là même, c'était aussi s'opposer dans la pratique à la politique de négociation à tout prix menée alors par les directions syndicales dans les salons de Giscard, de Barre ou de Ceyrac. Sans doute l'attitude de Séguin ou de Maire ne fait pas l'objet de discussion organisée parmi les travailleurs de Malville. Mais comme le disait un ouvrier portugais : «Les prix montent, les patrons ne veulent rien lâcher, alors il n'y a pas d'autre solution que se bagarrer».

## Une défiance grandissante envers la CGT

Pour mener la lutte, la quasi totalité des ouvriers se sont syndiqués depuis longtemps sur le chantier. Avec huit délégués, titulaires et suppléants au Comité d'entreprise, et huit délégués du personnel la CGT était le seul syndicat voici encore deux mois. Mais depuis cette date, une section CFDT s'est constituée, à l'initiative d'un ancien délégué CGT, peu satisfait du fonctionnement et de l'activité de sa section. Cette défiance vis-à-vis de la CGT est partagée par un nombre croissant d'ouvriers. Aujourd'hui, la CFDT compte à peu près autant d'adhérents que la

CGT, et parmi ces derniers, certains m'ont affirmé qu'ils n'allaient pas y rester longtemps. «Avec la CGT on a perdu plusieurs grèves. Au printemps 77, on a repris après trois semaines de grève, avec seulement 5 F de plus sur la prime de déplacement. On a l'impression que les délégués CGT ne veulent pas vraiment mener la bagarre». Un syndiqué CFDT ajoute : «J'étais à la CGT. Mais j'ai trouvé que les délégués ne consultaient pas assez les gars avant de discuter avec le patron». Au cours de cette grève, la CGT s'efforce visiblement de changer son image. Tel délégué reconnaît que des erreurs ont été commises pendant les autres grèves et qu'il s'agit de les corriger. Tel autre affirme : «C'est à vous de décider. Nous, on dira ce que vous voudrez». Mais en guise d'analyse de la situation, il se contente de lâcher au début de la discussion «À mon avis, le patron ne cédera pas».

Si les ouvriers combattifs ne font pas une analyse approfondie de la ligne confédérale CGT, leur critique va finalement au-delà des délégués locaux : l'attitude attentiste des délégués de Malville ne reflète-t-elle pas la volonté de la CGT de ne pas retarder la mise en œuvre du programme électronucléaire.

## Surmonter les divisions

En l'absence de propositions claires sur les revendications de la part des responsables syndicaux, la discussion a été animée, jeudi dernier, avant la réunion avec le patron. Jusqu'ici, les ouvriers logés dans un foyer à Creys touchent 35 F de déplacement et deux cars les amènent gratuitement au chantier. Les autres viennent par leurs propres moyens et à leurs frais, mais touchent 45 F, plus une demi-heure ou une heure de salaire pour le temps de transport.

## C'EST UN FRANÇAIS QUI VOUS PARLE, MONSIEUR !

Dans le village de Malville, deux caravanes installées sur un petit pré, et séparées par une clôture. De chaque côté, deux dames discutent. Je demande ce qu'elles pensent de la grève. «C'est une honte. Mon mari est tuyauteur chez Bona. Depuis la grève, le patron l'a envoyé travailler à Chalon, ça fait un trajet ! Dire que c'est des étrangers qui empêchent les français de travailler en France !

«C'est une grève politique ! renchérit l'autre dame accoudée à la fenêtre de sa caravane. Il n'y a qu'à voir les drapeaux rouges à l'entrée. Mon mari a travaillé en Libye, en Arabie Saoudite, jamais il n'a vu un chantier avec autant de grèves, jamais on ne l'a empêché de travailler».

Le mari de l'autre dame apparaît alors. Il se présente : Chef d'équipe à Fougerolle. «Incroyable ! Les étrangers viennent faire la loi chez nous. Je vais vous dire une chose : la France est une grande poubelle, et on ne la vide pas assez souvent. Et c'est un Français qui vous parle, monsieur !»

## La grève des ouvriers de Fougerolle

## LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS N'ATTENDENT PAS



## SI LES ÉCOLOGISTES VIENNENT...

«Si les écologistes viennent manifester, ils auront un joli coin ici pour mettre leurs toiles de tente, leurs stands. Ça sera bien, on se tiendra compagnie». Pas d'ironie dans ces propos d'un gréviste, au hasard d'une discussion. Plutôt l'idée amusée d'un bon tour à jouer au patron. Interrogé sur la centrale nucléaire, cet ouvrier portugais affirme : «Nous la faisons, parce que c'est notre gagne-pain. Mais pratiquement, je pense qu'on pourrait les éviter. La France est un pays assez riche en électricité, hydraulique par exemple. Mais en même temps, si on ne fait pas ça...»

Un autre intervient : «Nous on n'a rien à voir avec le problème de la centrale. Notre problème c'est notre salaire, c'est tout. On n'est pas pour, on n'est pas contre : on est obligé d'y travailler. Mais autrement, on sait bien que c'est très dangereux... En France maintenant, si tu ne fais pas ça, qu'est-ce qu'il y a d'autre comme emploi ?»

Ajoutons à cela qu'aucun loyer n'est demandé aux gars du foyer et on voit que la situation est compliquée à l'extrême. Pour arriver à établir des revendications unifiantes, la discussion entre «ceux du foyer» et les autres n'a pas toujours été sans heurts. Mais, c'est le plus important, elle a débouché : la question du loyer divise ? Les gars du foyer le paieront directement et non sous la forme de différence de prime. Le transport n'est pas égal pour tous ? Il faut exiger que le patron tienne sa promesse d'un service de cars pour ceux qui viennent de loin, avec une heure de transport payé, et une demi-heure pour ceux du foyer. Dans ces conditions, la prime de déplacement calendaire pourra être la même pour tous : 60 F par jour.

D'autres discussions sont allées dans le même sens de renforcer l'unité des ouvriers. Devant toutes les divisions provoquées par la multiplicité des primes (hauteur, marteau-piqueur, déplacement de panneaux lourds, etc.) qui dépendent souvent du bon vouloir des chefs d'équipe, on s'interroge : faut-il discuter avec les chefs d'équipe ? Faut-il que chaque catégorie de travailleurs se batte pour améliorer ses primes spécifiques ? Pour un grutier, la seule solution, c'est une prime de rendement unique, égale pour tous. Une proposition qui rencontre immédiatement un accueil

favorable. Elle fera sans doute son chemin.

## Des questions en suspens

Mais pour l'heure, il faut imposer les revendications élaborées en commun. Par rapport aux 10 F du 28 avril, l'exigence, on l'a remarqué, a grandi. Obtenir 900 F de plus par mois suppose d'être très forts.

Une circonstance favorable existe : pour qu'une dalle soit coulée en octobre, il faut qu'une première dalle le soit dans les jours qui viennent. Sinon la deuxième sera repoussée après l'hiver. Le patron peut-il prendre le risque d'un tel retard ? C'est douteux. Mais ne va-t-il pas faire intervenir les flics ?

Dans ce cas, ou bien si la grève se prolonge, l'ensemble

des grévistes resteront-ils intranquillisés ? Colinas prétend avoir reçu 300 demandes d'ouvriers de Fougerolle qui voudraient reprendre. Au-delà du bluff du patron, le problème existe : sur les 450 ouvriers qui ont voté la grève, bon nombre ne se sont pas manifestés depuis. 150 ouvriers environ se relaient au piquet, toutes nationalités confondues. Une question qui, la semaine dernière n'était pas vraiment résolue.

Le même problème se posait avec les ouvriers des autres entreprises. Il y a 10 jours, une partie des gars de chez Mure disaient qu'ils ne rentreraient pas entre deux rangées de flics. Mais depuis, on ne les avait pas revus.

Enfin, la popularisation de la grève restait pour l'essentiel à faire. Des tracts ont été distribués au début de la grève, à Morestel, à Bourgoin. Mais depuis, plus rien. Les paysans, les habitants de la région ne savent pas où en est la grève ni même souvent quelles en sont les motivations. Il reste à vaincre cet isolement, que ceux du foyer connaissent bien. Le foyer est construit en dehors de Creys et vit en circuit fermé, une épicerie ambulante assurant l'approvisionnement.

Ces questions, la semaine dernière, restaient à approfondir. Les résoudra-t-elle sans aucun doute les perspectives de cette grève où la combativité ne fait pas défaut. Comme le disait un ouvrier turc : «S'il le faut pour tenir, je suis prêt à vendre ma table et mes chaises !»

## Les flics contre le piquet de grève

On apprenait mardi matin que des gendarmes sont intervenus pour dégager l'entrée du chantier. Les ouvriers grévistes se sont exécutés sans que les CRS qui se tenaient non loin de là n'aient à descendre de leurs cars.

Cette intervention n'a pas changé grand-chose puisque les travailleurs des autres entreprises ont refusé de rentrer sous la protection des flics. En plus, les 80 ouvriers de Mure se sont à leur tour mis en grève puisque la direction refusait de leur payer les journées non travaillées.



Cité de transit des Joncherolles (Pierrefitte, Seine Saint-Denis)

## BRECHE DANS LA POLITIQUE DU PCF

● L'ambiance était à la fête, dimanche après-midi, pour les habitants de la cité de transit des Joncherolles à Pierrefitte. Le «mur de la honte» de la cité, érigé il y a quelques années à l'initiative de la municipalité PCF, dont le but était d'empêcher les gosses de jouer sur le terrain de jeux de la cité voisine, et de cacher le «ghetto», a subi les assauts répétés de la colère. Le soir, une brèche de 5 m<sup>2</sup> était ouverte, malgré l'intervention des flics et du PCF, qui voulait sauvegarder son «œuvre» !

Vers 15 h 30, une voiture sona fait le tour de la cité de transit, et appelle les habitants à se rassembler. Au micro de la voiture, prêtée par *Banlieue de banlieue* journal local, Yvonne Huriez, animatrice du Comité de Lutte contre la Misère, Christian Lecoq, qui vient d'obtenir satisfaction (récupérer ses gosses et avoir un logement), Aïsha, chanteuse de «banlieue». Le ton de l'ambiance était rapidement donné, et une centaine de locataires se regroupaient. Le but de cette action

spontanée : abattre le «mur» qui transforme la cité des Joncherolles en ghetto, ce mur gris contre lequel s'était déjà exprimée la colère des habitants, ce mur que la municipalité PCF avait fait dresser. Pourquoi ce mur ? Pour empêcher les gosses du «transit» d'accéder au terrain de jeux de la cité HLM voisine. Alors que signifient les propos de Biotton, le maire PCF, qui déclarait hypocritement dans *l'Humanité* : «Ces cités ne devraient pas exister. Les gens qui y vivent

ne doivent pas être marginalisés. Il faut casser le ghetto». Belle déclaration lorsque ce mur ne faisait que renforcer le caractère ségrégationniste de la cité de transit. Plusieurs fois, le «mur» avait été l'objet de la colère de «ceux du transit», les «bombages» en témoignent, mais l'intervention des flics avait différé sa destruction. Les habitants ne désarmaient pas, et s'étaient promis d'y parvenir. Cette fois-ci sera la bonne ! La masse vole et s'abat sur la silhouette grise de l'affront, sous les encouragements des habitants. La construction résiste, c'est du solide, la mairie n'a pas lésiné sur les moyens ! Mais il s'effrite quand même... Les coups ne résonnent pas depuis un quart d'heure que les flics arrivent... Deux cars attendaient non loin de là. Devant l'am-

pleur de la mobilisation, ils choisissent de discuter, et veulent s'adresser à Yvonne, qu'ils considèrent responsable de la «cité». Il est vrai qu'Yvonne commence à être connue pour ses activités. Comité de Lutte Contre la Misère, librairie les «Degling's», Radio 93 et même une émission la semaine dernière à la télé ! La discussion n'entame en rien la détermination des habitants. Les flics battent en retraite, le commissaire dit à Yvonne : «Je ne vous ai pas vue, nous ne m'avez pas vu», ne voulant sans doute pas répondre d'un échec devant ses supérieurs ! Finalement, les flics décident de demander du renfort. Ils ne tardent pas à revenir, ayant gonflé leurs effectifs du commissaire de St-Ouen, d'autres flics, d'un conseiller municipal PS et des conseillers PCF, dont l'adjoint au maire !

Ils arrivent lorsque l'œuvre de la révolte est déjà bien entamée, et que l'on décide d'accélérer le processus, en ayant recours à un camion et un câble. Tout ce beau monde est triste à l'idée qu'un aussi «beau» mur disparaisse ! Ils pensent avoir trouvé un moyen de ralentir l'action en cours, en disant que c'était dangereux pour les gosses qui s'amusaient autour. Les habitants, ironiques, aux flics : «Nous, on essaie d'enlever les gosses, on n'y arrive pas. Vous n'avez qu'à faire le service d'ordre, c'est votre boulot». Les gosses sont écartés, le camion démarre... le câble casse ! Pas de répit, la masse repart ! Une vive discussion s'engage entre les «transits» et les conseillers PCF. Ceux-ci défendent leur mur et leur politique, les autres finalement lâchent un argument de poids : «Mais la semaine dernière, Biotton, le maire, a écrit dans *l'Huma* que le mur devait être détruit». Le PCF s'affole, les déclarations de Biotton dans *l'Humanité* n'ont été écrites que pour faire croire qu'il n'était pour rien dans cette affaire, en réponse à l'émission d'Yvonne, le PCF recule : «Mais, vous n'avez aucune autorité pour détruire ce mur. D'ailleurs il a été construit à la suite d'une pétition des habitants de la cité HLM.» Les habitants des HLM, qui sont venus soutenir ceux du transit : «Une pétition ? Quelle pétition ? On ne l'a pas vue circuler !» Pendant ce temps, les coups de masse n'arrêtent pas de pleuvoir. Une grande brèche est ouverte, et les gosses s'engouffrent dedans et laissent éclater leur joie sur le terrain de jeux voisin !

Pierre CHATEL

## Début des travaux à Cattenom

Les travaux de terrassement ont démarré à Cattenom, l'un des projets de centrale nucléaire en Moselle. Malgré les résultats de la consultation administrative du 1<sup>er</sup> octobre 77 (53 % des communes ont voté contre représentant 70 % des habitants), EDF entame les travaux de déménagement des crassiers sidérurgiques de la vallée de la Fensch pour mettre en place les canalisations. Prochaine étape, la réponse du Conseil d'Etat au recours déposé par EDF suite à l'opposition des communes...

## Briord (Ain) manifestation contre Superphenix

Plusieurs centaines d'habitants ont manifesté contre Superphénix devant la mairie de Briord (Ain), dimanche dernier. Les habitants ont marqué ainsi leur refus de l'enquête-bidon d'utilité publique au sujet du rejet des eaux de refroidissement du surgénérateur. A noter que l'enquête n'a lieu que dans 2 communes des communes concernées, toutes les autres disposées en aval sur le Rhône étant également menacées !

## Morte à la suite d'une erreur de groupe sanguin

Annie Gros est décédée à 19 ans, victime d'une erreur de transfusion sanguine. Mme Gros, infirmière à Avignon, avait accouché à la polyclinique Urbain de la ville. Une semaine après, elle est prise de douleurs au ventre. Une hémorragie interne est détectée et une transfusion sanguine prescrite. Quelques heures après la patiente doit être transportée à l'hôpital E. Herriot de Lyon prise de convulsions et présentant des signes massifs d'intolérance. Elle plonge dans un coma profond et 16 jours après décède laissant une petite fille de 2 mois... L'autopsie a confirmé qu'il y avait eu confusion entre le groupe sanguin de son mari et le sien ! M<sup>r</sup> Robert Gros, instituteur à Couthezon dans le Vaucluse vient de déposer plainte contre X.

## Semaine sur l'oppression des femmes à l'université Paris VIII (Vincennes)

Organisée par les groupes femmes de Vincennes, les groupes de femmes latino-américaines et la coordination des femmes noires.

|  |  |
|--|--|
| Programme :                              |  |
| Mar. 23 à 19 h<br>amphi 2 :              | Luttes des femmes travailleuses à la suite de la projection du film : «Quand les femmes ont pris la colère». |
| Mer. 24 à 16 h<br>et 19 h, salle F 013 : | La sexualité féminine ; à la suite de la projection du film «Legacy»   |
| Jeu. 25 à 18 h<br>amphi 1 :              | Les enfants et leur éducation.   |
| Ven 26 à 14 h<br>amphi 1 :               | Le mouvement des femmes et son bilan aujourd'hui.  |

## Une semaine sur Radio Bastille 91 MHz F.M.

|               |   |
|---------------|---|
| Mardi 23 :    | Guery Burtin et Martine Drangy. 19 h 30 à 23 h.   |
| Mercredi 24 : | Le mouvement écologique. 19 h 30 à 23 h.<br>Les manipulations génétiques. 19 h 30 à 23 h. |
| Jeu. 25 :     | La fête de la JOC. Reportage. 19 h 30 à 23 h.   |
| Vendredi 26 : | Relâche...  |
| Samedi 27 :   | Alertez les bébés. (Vieilles chansons). 11 h à 14 h.                                      |

En prévision pour mardi prochain : une émission avec Heide Kempe.

Le mur avant sa destruction...



Malgré la décision de la justice

## EDF POURSUIT LES TRAVAUX A FLAMANVILLE !

Le tribunal administratif de Caen a suspendu les travaux de la centrale nucléaire de Flamanville depuis le 28 avril dernier. EDF, on s'en souvient, avait obtenu un permis de construire sur des terrains qu'elle ne possédait pas encore, le 30 décembre 1977 et la concession d'endiguement n'avait été donnée que 6 jours après ! Depuis, la décision du tribunal administratif, aucune nouvelle décision de justice n'est intervenue et pourtant les entreprises, EDF recommencent les travaux. Pour tourner la décision de justice, EDF distingue l'auto-

risation d'endiguement (l'enrochement de la mer) des travaux de dérochement de la falaise. Rappelons que l'enrochement de la mer est fait à partir du dérochement de la falaise et qu'on ne peut donc dissocier l'un de l'autre.

En poursuivant le chantier, l'Etat poursuit une politique de force continue : il exproprie des paysans, saccage leurs terres sans leur en trouver d'autres, fait quadriller militairement la falaise. Comme on le voit entre le discours giscardien sur la qualité de la vie et la pratique il y a un

monde !

Pour protester contre ces travaux les écologistes et les habitants de la région ont déposé plainte au pénal avec constitution de partie civile. C'est M<sup>r</sup> Huglo qui est chargée de faire valoir cette plainte. Un rassemblement pacifique de protestation aura lieu dimanche 28 mai à 15 h à Flamanville-Dielette (marche des Pleux à Flamanville).

Le CRILAN réclame après l'annulation de la Déclaration d'Utilité Publique, qu'une nouvelle enquête soit faite sur les énergies nouvelles



## INTERNATIONAL

● Lors d'une récente réunion de commémoration du 20 mai, le représentant du Front Polisario pour l'Europe et l'Amérique Latine évoquait le «miracle» que représentait son peuple capable de tenir tête à des forces qui lui sont supérieures, après avoir déjà contraint les colonialistes à partir. «Ce miracle, disait-il, le peuple sahraoui n'a pas à en chercher les raisons ailleurs qu'en lui-même». Et ce combat lui a gagné le soutien de nombreux peuples, il a fondé la reconnaissance que lui ont apportée un grand nombre de pays du Tiers-Monde, soit en reconnaissant la République sahraouie, soit en soutenant le Front Polisario. Outre le comité de libération de l'OUA qui reconnaît le Front, le Mexique, le Venezuela et Panama ont noué des liens avec le Front, certaines instances arabes l'ont également reconnu. Ce soutien l'aide à faire face aux manœuvres des USA et de l'URSS qui tendent leur présence dans la région.

### LES USA LIVRERONT-ILS DE NOUVELLES ARMES A HASSAN ?

Les États-Unis ont largement contribué à l'invasion du Sahara par les

armées du Maroc et de la Mauritanie. L'ancien gouverneur du Sahara a déclaré que les Américains avaient exercé des pressions directes pour que l'Espagne signe l'accord tripartite de partage du

## LE PEUPLE SAHRAOUI FACE AUX AMBITIONS DES ÉTATS-UNIS ET DE L'URSS

Sahara, menaçant de réduire les livraisons d'armes à l'armée espagnole.

Aujourd'hui, la politique américaine est plus hésitante. En février, Carter a soulevé un tollé au Congrès en annonçant qu'une

aide militaire urgente devait être envoyée au Maroc d'un montant de 100 millions de dollars. Elle comportait des hélicoptères Cobra et des avions de reconnaissance DVIQ, appareils anti-guérilla, mis au

point pendant la guerre du Vietnam. Le traité de coopération militaire devait être modifié, pour que le Maroc puisse utiliser les territoires «sous sa responsabilité», et non plus seulement dans ses frontières. Les éditoriaux d'une partie de la presse américaine y étaient violemment hostiles. Le *Hartford* écrit : «Est-il de l'intérêt des États-Unis de prendre parti au Sahara occidental ? A l'évidence non». Le *New York Times* affirme même que les USA «devraient faire pression sur Paris pour qu'il cesse son engagement en même temps que les USA rejettent les demandes d'armes actuelles». Le congrès avait auparavant reçu au sein de sa commission des Affaires étrangères le ministre des Affaires étrangères de la RASD, dans le cadre d'une enquête sur le conflit, malgré l'opposition des représentants marocains et mauritaniens également invités.

A la fin du mois de février, Cyrus Vance a annoncé que l'examen de la demande marocaine serait renvoyé. Le 3 mars le département d'État a fait savoir que les États-Unis avaient averti le Maroc que l'usage des armes américaines lui était interdit dans le conflit du Sahara, en vertu de l'accord militaire de 1960.

Les hésitations de la politique américaine sont en partie liées aux menaces de conflit régional que les ambitions marocaines font planer. Depuis 1977, les États-Unis sont devenus le premier partenaire commercial de l'Algérie, grâce aux contrats sur le gaz naturel. Ils ont également des projets d'entreprises conjointes en Algérie, des accords universitaires américano-algériens sont mis en application. Ainsi, les États-Unis cherchant à préserver leurs intérêts dans l'ensemble de la région, sont réticents à s'engager plus avant dans le conflit.

### LA POUSSÉE SOVIÉTIQUE AU MAROC

L'URSS a cherché à utiliser le conflit pour accroître sa présence en Algérie.

Les menaces de guerre ont conduit l'Algérie à acheter massivement de nouvelles armes que Moscou s'est empressé de livrer. Mais en même temps, les liens avec le Maroc ont été resserrés. Avec les accords sur les phosphates, l'URSS devient le premier partenaire économique du Maroc.

Un accord de pêche signé entre le Maroc et l'URSS a été présenté par le Premier ministre marocain comme une reconnaissance de facto de la souveraineté marocaine sur le Sahara, puisqu'il devait selon le Maroc inclure les eaux du Sahara. L'ambassadeur d'URSS en Algérie a déclaré le 8 mai que l'accord ne s'appliquait pas aux eaux du Sahara. Ce qui n'empêche pas les chalutiers soviétiques de draguer les bancs de poissons de cette zone dont ils étaient déjà, avant le départ de l'Espagne, le plus gros pillier. En tout cas, avec ces deux accords, l'URSS est venue apporter un soutien précieux au Maroc, alors que la position de ce pays était difficile.

L'URSS a en même temps multiplié les affirmations selon lesquelles elle était favorable à une autodétermination du peuple sahraoui. Ainsi, l'URSS tente de jouer sur plusieurs tableaux : développer sa présence au Maroc, l'assurer en Algérie. L'attitude des Soviétiques à l'égard du peuple sahraoui est ainsi étroitement déterminée par leur volonté d'étendre leur influence dans la région.

Les ambitions de l'une et l'autre des deux super-puissances viennent s'opposer à la volonté du peuple sahraoui de gagner l'indépendance. Les USA ont encouragé la tentative d'annexion, l'URSS, pour réaliser ses ambitions, apporte un soutien au régime marocain. Cette rivalité, en se renforçant, peut conduire à des complots nouveaux contre le peuple sahraoui, chaque super-puissance cherchant à régler le problème à son avantage, alors que l'impérialisme français défend ses propres ambitions africaines.

## 30 ans d'Israël

### La Résistance Palestinienne n'a cessé de s'affirmer

## «LA NOUVELLE KARAMEH» (3)

● Dans un article paru dans le mensuel palestinien *Chou'oun Falastinya*, Abou Jihad, membre du Comité Central du Fath et de la direction générale des forces armées du Fath, «Al Assifah» retrace les étapes du développement de la Résistance Palestinienne. Evoquant l'état actuel de la lutte, et en particulier, l'importante résistance récemment opposée à l'agression sioniste au Sud-Liban, il fait le

parallèle avec la bataille de Karameh, en 1968, au lendemain de la défaite des États arabes.

A l'occasion de cette bataille, la Résistance Palestinienne s'était déjà affirmée comme le fer de lance du mouvement de libération arabe contre Israël, et face aux compromissions et aux capitulations des régimes arabes.

### LA GUERRE DU SUD

A la lumière de notre compréhension de la nature de l'ennemi sioniste, qui vise à une expansion continue dans les diverses parties de notre patrie arabe, nous avons prévu que l'ennemi lancerait une agression contre le Sud-Liban. Il a déjà essayé précédemment de dominer cette terre : par des interventions directes, dont la dernière en date avait été la bataille de douze jours en septembre 77 et par des tentatives indirectes, en poussant ses agents (1) au Sud comme cela s'est passé dans les batailles de Taybeh, de Rabb Al Thalathin et de Maroun El Rass, qui toutes échouèrent. Ceci a poussé l'ennemi à préparer une nouvelle campagne exécutée par ses propres forces, d'autant que la bataille de Maroun Al Rass avait détruit le mythe de la capacité de ses agents à réaliser leurs objectifs, contre le Liban et la Résistance.

Donc, nous avons prévu la bataille du Sud et notre préparation était à la hauteur de nos moyens.

Le but de l'ennemi était de compléter sa domination sur la région et de liquider la présence palestinienne et patriotique libanaise armée, en quelques heures. Il voulait annoncer les résultats de sa campagne au cours d'une conférence de presse donnée par Weizmann, à 11 heures du matin, dès le premier jour de la guerre.

Mais la détermination patriotique, palestinienne et libanaise, a fait face à l'agression, elle a été capable de l'affronter, de résister et de réaliser plusieurs objectifs dans les sept premiers jours de combat.

### LA TACTIQUE DE L'ENNEMI

Le plan ennemi se basait sur la tactique suivante :

1. Une concentration extrêmement importante des forces militaires sionistes.
2. La grande diversité des armes utilisées : aviation, marine, chars et infanterie.
3. La densité de tirs et la diversité des axes d'attaques.
4. Des combats continus, jours et nuits.
5. Viser les civils, — des villages

entiers ont été ainsi détruits —, et contraindre la population à l'émigration.

6. Utilisation des nouvelles armes livrées récemment par les USA : avions F 15, bombes à fragmentation et Skill bomb.

### NOTRE TACTIQUE

Nos combattants ont affronté l'ennemi avec un style de combat à la hauteur de la férocité de l'affrontement :

1. Souplesse du mouvement et manœuvres de contournement derrière les lignes ennemies, d'une façon continue, pour saboter ses lignes de communication et sa progression, après un combat en face à face sur les axes où il avançait.
2. La mobilité par petites unités combattantes, pour empêcher l'ennemi d'isoler les unités.
3. La sauvegarde de ses propres forces pour empêcher l'ennemi de réaliser son objectif qui est de tuer le plus grand nombre de révolutionnaires, de nous infliger de fortes pertes.
4. L'utilisation des armes légères disponibles avec une aptitude et une capacité reconnues par l'ennemi même.
5. Diriger les coups vers les points de concentration de l'ennemi à l'intérieur de la Palestine occupée, telles les colonies de Kirat Chmonah, Kfar Geladi, Naharia et autres.
6. Ce qui est plus important encore, c'est l'état d'esprit, la volonté révolutionnaire et l'expérience du combattant, qui a conduit à ce que le combattant palestinien ou patriote libanais poursuive fermement l'affrontement avec l'ennemi malgré les tirs nourris de celui-ci.
7. La capacité du combattant à prendre les initiatives à tout moment, et surtout l'attitude des combattants que l'ennemi cherchait à encercler. Nos combattants ont assumé leur responsabilité et sont revenus vers leurs camarades, sains et saufs, après avoir fait subir des pertes à l'ennemi.
8. La fusion volontaire entre les combattants palestiniens et libanais patriotes et les masses du Sud. Les masses ont beaucoup souffert mais ont conservé leur esprit militant et leur soutien aux combattants.

### UNE PLUS GRANDE UNIFICATION DES FORCES DE LA RÉSISTANCE

Cette bataille a permis de réaliser sur le plan palestinien une plus grande fusion entre les combattants de la révolution palestinienne. Ce sera une base de lutte en vue de l'unification des forces militaires de la révolution palestinienne.

C'est un objectif qui devient de plus en plus nécessaire avec le développement de notre lutte et la succession de nos batailles.

Cette bataille a approfondi aussi la fusion entre la Révolution et les masses palestiniennes, qu'elles soient dans les camps, dans les régions de l'exil, ou dans la terre occupée, et qui ont, en faisant preuve d'une héroïque ténacité durant la guerre, défié l'ennemi par des manifestations et d'autres formes de lutte. Cela est concrétisé aussi par l'afflux massif de volontaires pour participer à la lutte armée.

### CETTE GUERRE DU SUD N'EST QU'UN MAILLON DE NOTRE LUTTE

Sur le plan arabe, l'attachement des masses arabes à la révolution et à la ligne de la lutte armée, a grandi et s'est matérialisé par l'arrivée de volontaires arabes, et le soutien matériel et moral.

Au niveau international, la capacité de la Révolution palestinienne est apparue comme une vérité qui ne peut plus être niée.

Dans les rangs de l'ennemi, cette guerre contribuera à approfondir sa crise, en lui imposant le combat continu et sans relâche.

Cette guerre n'est qu'un maillon de notre lutte. Tant que l'ennemi occupe notre terre, nous sommes déterminés à poursuivre la lutte armée et à la développer. Notre combat avec l'ennemi n'est pas restreint à un seul front, mais s'étend à chaque pouce de terre arabe occupée par l'ennemi.

(1) Les forces chrétiennes de droite, phalangistes et chamounistes.

Traduction de Yomna El Khalil

Intertitres de notre rédaction.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942



## Vivre et travailler en Sibérie Soviétique

# LE TEMOIGNAGE DE L'OUVRIER FOREUR ANATOLI MARTCHENKO

Paru dans «Les Cahiers du Samizdat» - Avril 78



Anatoli Martchenko en 1974.

• Anatoli Martchenko, ouvrier foreur, a passé de longues années dans les camps des nouveaux tsars. Le 31 mars 1975, il a été condamné à quatre ans de déportation pour «enfreinte au régime de résidence surveillée», auquel il était soumis. Il avait tout simplement milité dans le mouvement des «droits de l'homme». C'est de sa lointaine déportation en Sibérie à Tchouna dans la région d'Irkoutsk qu'il faisait parvenir en décembre 1977, sur les conditions de vie et de travail des ouvriers de cette localité, un témoignage accablant que publie aujourd'hui Les Cahiers du Samizdat.

Quand, quelques mois plus tard, en mars 1978, Brejnev s'était rendu en Sibérie pour une vaste inspection de cette région de la plus haute importance stratégique, tant du point de vue militaire qu'économique, les éloges n'avaient pas tari sur les «succès du développement sibérien». Le jeune soudeur sélectionné, qu'on avait choisi de montrer à Brejnev, avait été tenu de dire que «les salaires des ouvriers augmentaient, que les travailleurs de l'usine recevaient chaque jour quatre nouveaux logements et qu'une maison de cure, une colonie de vacances et une garderie avaient été récemment ouvertes.» Pour faire bonne mesure cependant, et se montrer soucieux des conditions de vie du peuple, Brejnev avait parlé de difficultés et proposé que «les magasins vendent des légumes verts toute l'année», en recommandant le développement

(...) Ainsi, je vais parler de la vie des travailleurs dans le bourg sibérien de Tchouna. Je ne vais pas, bien sûr, embrasser tous les aspects de cette vie, mais en traiter seulement trois.

### Des heures de travail qui ne sont pas comptées

Le salaire moyen de nos ouvriers se situe à peu près au niveau de la moyenne officielle nationale, soit 160 roubles par mois. Comment notre ouvrier perçoit-il ce salaire ? Dans le département de séchage de l'usine, le tri et l'entreposage des planches se font entièrement à la main. Les planches vertes, longues de cinq mètres, épaisses de 19 à 60 mm, sont amenées de la scierie. La norme de rendement par personne, homme ou femme, est de 10 à 17 mètres cubes par pose, les tarifs sont de 23 à 42 kopecks par mètre cube. De cette façon, l'ouvrier ne gagne pas plus de 4 roubles par pose, ou pas plus de 120 roubles par mois. A cette somme s'ajoute un «coefficient d'éloignement», qui est de 20 % du salaire. En cas de dépassement du plan (rendement de plus de 400 mètres cubes par mois, par travailleur), on paie des primes. C'est tout cela, mis ensemble, qui peut atteindre jusqu'à 160 roubles par mois.

Ce salaire n'est pas garanti. Tout d'abord, à cause de la mauvaise organisation du travail, l'exécution du plan ne dépend absolument pas des seuls efforts de l'ouvrier. Ensuite, les primes ne sont attribuées qu'en cas d'exécution du plan mensuel par l'ensemble de la section ou de l'atelier, et non pas chaque ouvrier. Et la section peut ne pas atteindre la norme fixée par le plan pour un millier de raisons, ne dépendant pas des ouvriers.

Pour exécuter le plan et recevoir les primes, il faut travailler en fin de mois 7 à 8 heures en sus de l'horaire légal, et deux poses consécutives : et même

travailler les jours de congé. Ces heures ne sont pas inscrites et ne sont pas payées en heures supplémentaires. La direction du syndicat organise ces poses de travail supplémentaires illégales, en collaboration avec la direction de l'entreprise. Cela se passe ainsi parce que le syndicat défend non pas les intérêts des ouvriers, mais ceux de l'État, et l'exécution du plan est l'indice essentiel de son travail.

Je ne voulais pas participer aux poses supplémentaires : et je fus licencié de l'usine pour «enfreinte à la discipline du travail» par le comité syndical et le comité de l'usine.

Les ouvriers du séchoir travaillent à ciel ouvert par n'importe quel temps, c'est-à-dire l'hiver par des froids de -40°. Pour le travail par grand froid, la loi prévoit un salaire supplémentaire, le «coefficient de gel» comme on l'appelle. Mais chez nous on ne le paie pas — au su du syndicat et avec son accord.

Il n'est pas rare que le poids des planches dépasse la limite légalement prescrite pour les femmes, et les mineurs d'âge. Dans ce cas, on fait travailler chaque mineur, en paire avec un adulte. Je refusai de travailler avec un mineur d'âge et le chef d'atelier me transféra à un autre poste en guise de punition.

### Des années sans se voir

Dans le bourg, il y a beaucoup d'ouvriers étrangers, venus par exemple d'Ukraine, le voyage aller et retour occupe de 12 à 14 jours. Le congé payé de la majorité des ouvriers de l'usine de 15 jours ouvrables. De cette façon, les membres de certaines familles restent des années sans se voir.

Toute l'usine, outre le séchoir, travaille en deux équipes. Les femmes ayant des enfants en bas âge (dont il y a un grand nombre à l'usine) sont également astreintes au travail de nuit. Les jardins d'enfants et les crèches de Tchouna ne sont ouverts que

de la culture en serre... Piètre et méprisante démagogie quand on apprend par exemple que des familles sont obligées de s'entasser à cinq dans des appartements minuscules et que dans les magasins d'État, ce ne sont pas seulement les légumes verts qui manquent, mais le strict minimum pour tout !

C'est donc cette ignoble démagogie des discours et de la propagande officielle que le témoignage de Martchenko met à nu, et plus que cela encore.

A l'heure où la condamnation de Youri Orlov suscite l'indignation, obligeant à une réprobation de circonstance le gouvernement français et les colonnes de la très officielle Humanité révisionniste en France, le témoignage de Martchenko montre que l'URSS de Brejnev, c'est bien plus que «la privation de liberté» pour ceux qui ne partagent pas le point de vue des dirigeants. C'est le goulag des camps et des déportations sibériennes comme au temps des tsars, pour tous ceux qui résistent, c'est la misère et l'exploitation pour la classe ouvrière et le peuple soviétiques. Ce que vit et dénonce Martchenko dans son lieu de déportation, c'est ce que vivent et subissent quotidiennement depuis des années les travailleurs en Sibérie et dans toute l'Union soviétique.

Joëlle FECLAZ

de jour. Pour ne pas laisser les enfants seuls, les époux s'arrangent pour travailler dans des équipes différentes.

Ils ne se voient que les jours de congé. Particulièrement pénible est la situation des mères vivant seules : elles sont obligées de laisser leurs enfants absolument sans surveillance le soir. Une ouvrière que je connais raconte que ses enfants (7 et 10 ans) ne dorment pas avant qu'elle ne soit rentrée de la deuxième équipe du matin, c'est-à-dire avant 2 h du matin.

Les femmes vont au travail dans de pareilles conditions parce qu'une famille ne peut pas vivre sur un salaire moyen : à cet égard, les statistiques ne font aucune référence au minimum vital dans notre pays.

### Des salaires moyens inférieurs à une allocation de chômage

Une famille peut-elle vivre sur 160 roubles par mois ? Avec une pareille somme, on peut acheter : un costume et demi de qualité convenable ; ou un tiers d'un téléviseur noir et blanc ; ou un billet d'avion de Tchouna à Moscou et retour ; ou deux roues d'une petite voiture «Moskvitch» de faible cylindrée ; ou 3 à 5 manteaux d'enfants.

Le kilo de viande dans le magasin coûte 2 roubles ; le kilo de fruits secs pour la compote 1 rouble 60 kopecks ; le lait 28 k. le litre ; les œufs de 90 k. à 1 r. 30 k. les dix ; le beurre, 3 r. 60 k. Mais le plus souvent, il n'y a rien du tout dans les magasins. Si on parvient à acheter quelque chose chez le particulier, il faut payer presque deux fois plus : le kilo de viande de porc revient à 4 r., le lait à 40 k. le litre.

Sur la base de ces chiffres, vous pouvez juger vous-mêmes quelle part représente chez nous le salaire moyen dans le minimum vital. Il n'y a pas de

chômage chez nous, mais le salaire moyen du travailleur est sans doute inférieur à l'allocation de chômage chez vous.

### «On dit que chez nous l'habitat est le moins cher du monde»

Le loyer de l'appartement représente de 8 à 10 % du salaire moyen. Mon ami paie pour son appartement 17 r. par mois. Il vit avec sa femme, deux filles qui travaillent et un fils encore à l'école, dans un appartement de deux chambres contigües (16 et 12 m<sup>2</sup>), avec un minuscule corridor, une petite cuisine de même et une toute petite salle de bain avec WC. Le bloc à appartements multiples qu'ils occupent offrent les confort modernes : le chauffage central, un foyer électrique dans la cuisine, l'eau chaude et froide dans les canalisations. C'est le maximum de confort que l'on connaisse chez nous.

Dans de tels immeubles, vit à peu près le quart de la population de Tchouna. La moitié des maisons à deux étages, divisés en seize appartements, ne possèdent aucun confort du tout : des WC communs dans des cabines faites de planches à l'extérieur, l'eau à la fontaine dans la rue, le chauffage au moyen de poêles. Le reste de la population vit dans de petites maisons particulières ou appartenant à l'État ne disposant, bien sûr, d'aucun confort, souvent il n'y a même pas d'eau au robinet, il faut aller au puits à plusieurs centaines de mètres plus loin. Chez nous il n'y a pas de normes permettant de qualifier un logement de taudis, impropre à l'habitation. Les gens y vivent — cela veut dire qu'il convient. Un tel habitat nous est encore promis jusqu'au 21<sup>e</sup> siècle. «Au cours du 10<sup>e</sup> quinquennat, il est prévu de mettre en exploitation... plus de 60 % de logements avec chauffage, canalisations d'eau, raccordements aux égouts.» C'est une citation

du rapport du président du Comité du district de Tchouna, G.M. Krivenko, à la 8<sup>e</sup> session du Soviet du district (*La voie communiste*, 28 août 1977). Cela veut dire que les 40 % restants vont continuer à se servir de WC en planches par des températures de -40°.

Il est difficile de dire quelle est la fraction de notre peuple bénéficiant même de pareilles conditions de logement. A Tchouna, les familles attendent des années de recevoir un appartement ; en attendant, ils louent chez des particuliers ce qu'ils peuvent trouver ; une cuisine d'été, à l'extérieur, une salle de bain, une chambre ou un coin dans la chambre avec les propriétaires. Et le prix qu'il faut payer est loin d'être symbolique : pour une petite chambre de 6 m<sup>2</sup>, on paie 10 r. ; à Moscou, la location d'un appartement d'une chambre peut atteindre jusqu'à 50 ou 60 roubles par mois.

### «Parmi les égaux...»

Tous les citoyens chez nous ont des droits égaux, y compris le droit aux biens matériels. Mais voilà que récemment j'ai appris dans l'article du premier secrétaire du Comité urbain de Minsk, Bartochevitch, que parmi les égaux, il y a en a d'autres encore plus égaux, auxquels ces biens reviennent en priorité. En pratique, je le savais déjà sans cela. Chaque jour, je passe par la rue Chichors. D'un côté de la rue s'alignent des maisons particulières avec de grandes fenêtres et bien sûr, tous les confort et le téléphone. Les directeurs de l'usine et de l'administration locale y vivent, et pas avec 5 m<sup>2</sup> d'habitat par personne, comme chez le chauffeur que je connais. Les habitants de l'autre côté de la rue vont à la pompe la plus proche avec des bidons sur des traîneaux, et chaque cour de ce côté est ornée d'un cabinet commun. Comme on le voit, il n'y a pas eu assez de canalisations et de conduites d'eau pour tous.

Si quelqu'un parmi les spécialement égaux tombe malade, on lui réserve aussi un traitement spécial. Il trouvera de la place dans un pavillon séparé, il aura droit à des médicaments introuvables pour d'autres et une alimentation dont la valeur ne sera pas d'un demi-rouble par jour, comme celle de tout malade ordinaire.

Ils savent seulement par ouï-dire s'il y a ou non de la viande et du lait dans les magasins. Tout le nécessaire leur est fourni à domicile, pour eux il y a toujours tout, depuis l'alimentation jusqu'aux livres.

Bourg de Tchouna, Oblast d'Irkoutsk, oul. Tchapaeva, dom 18. 1<sup>er</sup> décembre 1977 A. Martchenko



## Nouvelles de RFA

par Anne RHEIN

### LA NAISSANCE D'UNE OPPOSITION SYNDICALE

Dans les entreprises ouest-allemandes se déroulent actuellement les élections pour désigner les représentants syndicaux. Mais chose nouvelle et préoccupante pour les directions syndicales : dans un nombre important de cas, ce ne sont pas les candidats présentés par la confédération DGB qui sont élus par les travailleurs, mais des syndicalistes oppositionnels, révolutionnaires et qui ont des liens étroits avec les travailleurs dans les entreprises.

En effet, dans de très nombreuses entreprises, les travailleurs ont manifesté clairement qu'ils en avaient assez de la politique de collaboration de classe pratiquée trop souvent par leurs représentants, qu'ils ne veulent plus de ces représentants qui défendent les intérêts du patronat plutôt que ceux des travailleurs, et qui passent leur temps dans des réunions et commissions, sabotant les discussions à la base.

Pour faire aboutir leurs revendications dans une situation de crise, face aux menaces de licenciements et de fermetures d'usines, les travailleurs se sont prononcés massivement pendant ces derniers mois (et souvent contre les résistances des directions syndicales qui parfois comme à Duisburg par exemple, ne reculèrent pas devant les procédures d'exclusion) pour un scrutin nominal et non de liste. Le scrutin nominal permet en effet d'opposer aux candidats commis d'office par les directions syndicales, des travailleurs qui ont la confiance de leurs camarades.

### «KONZERTIERTE AKTION» NOUVELLE FORMULE ?

Après les grandes grèves dans l'imprimerie et la métallurgie visant notamment les conséquences de la restructuration capitaliste, la bourgeoisie ouest-allemande étudie les moyens de prévention contre de telles luttes. C'est ainsi que le ministre fédéral de la Recherche scientifique, Hauff, vient de proposer «une sorte d'action concertée» en vue de maîtriser les problèmes structurels du progrès technique, institution qui réunirait représentants du patronat, de l'Etat et des directions syndicales, dans le but de s'accorder sur la meilleure façon d'imposer les mesures de restructuration à venir.

Rappelons que la «Konzertierte Aktion» dans sa formule actuelle et dans le cadre de laquelle patronat, Etat et syndicats se mettent déjà d'accord sur les grandes lignes d'une politique des salaires et des prix, est largement rejetée par les travailleurs, comme on a pu le voir notamment lors du dernier congrès des syndicalistes métallos en 1977.

### VOYAGE EN ARGENTINE : LES PATRONS ENQUÊTENT LES SYNDICATS SUBVENTIONNÉS

A l'heure de la Coupe mondiale, une délégation du patronat ouest-allemand se rend en Argentine pour s'informer sur la situation économique et enquêter sur les possibilités d'y renforcer les investissements allemands. En 1977, les investissements directs de la RFA en Argentine se sont élevés à 171 millions de DM.

La confédération syndicale DGB, de son côté, par l'intermédiaire de sa banque «Bank für Gemeinwirtschaft», qui a déjà accordé un crédit de 70 millions de DM au Chili fasciste, est partie prenante dans l'octroi d'un crédit de 90 millions de DM pour le régime de Videla. Selon la Bank für Gemeinwirtschaft, il serait «cynique et inhumain de priver le peuple argentin, en évoquant son régime militaire, de la possibilité de stabiliser et d'améliorer sa situation économique et politique.»

### DES IMPRIMEURS BERLINOIS MENACÉS

Les trois imprimeurs berlinois arrêtés en octobre dernier pour «soutien à une association terroriste» sont toujours incarcérés. On leur reproche en effet d'avoir imprimé dans leurs locaux un journal d'extrême gauche qui, en tribune libre (1), passait les positions politiques d'un grand nombre d'organisations, dont celles de la RAF. Pour avoir refusé de censurer ce qu'ils imprimaient, les trois imprimeurs risquent des peines de prison allant de trois à cinq ans.

Un comité de soutien s'est constitué, se fixant comme but de faire connaître le cas des trois imprimeurs à un public aussi large que possible. Ainsi, de nombreux meetings d'information ont été organisés et une journée nationale de solidarité est prévue.

## Zaire

### LA CAMPAGNE POUR L'INTERVENTION

Une campagne hystérique et raciste sur les «massacres de Kolwezi» a préparé et justifié l'intervention des paras français.

Comme cela se produit dans de tels cas, les Européens rapatriés du Zaire, sollicités et pressés par les journalistes ont donné des versions souvent contradictoires et incohérentes de ce qui s'est passé à Kolwezi pendant l'occupation de la ville par le FNLC. Il ressort des différentes déclarations que les Européens sont restés cachés dans leurs villas et que, soit au cours des combats, soit dans des circonstances encore mal éclaircies, plusieurs dizaines d'entre eux ont été tués. Il faut souligner plusieurs points :

1) - Le FNLC ne semble pas s'être livré à une «chasse aux blancs» systématique de la façon dont elle a été présentée dans la presse et les médias et l'attitude des soldats katangais semble avoir été différente selon les cas. Les actes qu'ont sans doute commis certains d'entre eux s'expli-

quent par la nature même de ce mouvement qui n'a rien à voir avec un mouvement de libération authentique, comme voudraient le faire croire les Soviétiques et les Cubains. Nombre d'entre eux ont été formés dans l'armée coloniale portugaise avant de s'allier au MPLA. D'autre part, nombre de témoignages font état de l'exécution d'Européens, justement après l'annonce de l'intervention des paras français par la radio belge et Radio-Kinshasa.

Sur Antenne 2, un rapatrié expliquait que, alors qu'il voulait se concilier les rebelles, ceux-ci répondaient : «Ce sont les Français qui arrivent en avion et qui nous attaquent».

2) - Alors que le FNLC contrôlait militairement la ville sans véritablement organiser les masses, ce qui n'était d'ailleurs pas son but, il n'est pas invraisemblable que des Africains de Kolwezi, travailleurs ou chômeurs, se soient attaqués à des techniciens européens. Alors que les impérialismes occidentaux ont mis le pays à feu et à sang dans les années sui-

vant l'indépendance, alors que les «coopérants» et les techniciens participant au pillage du cuivre vivent dans un luxe colonial insolent (villas, piscines, boys) face à la misère des bidonvilles, il n'est pas surprenant qu'un mouvement de révolte populaire contre les symboles et les représentants du néo-colonialisme, mouvement se manifestant à la faveur de la situation créée, ait pris des formes très violentes.

3) - Il est à peu près établi que des soldats de l'armée zairoise, soit se sont servis de civils comme de boucliers ou d'otages à l'arrivée des troupes du FNLC. Les mêmes soldats, auraient participé à des pillages et tué des Européens. Certains, d'autre part, se sont solidarisés avec les rebelles. Cela en dit long sur l'état de décomposition du régime de Mobutu, régime que précisément Giscard entend sauver !

La campagne hystérique développée la semaine dernière pour l'intervention était basée sur l'intoxication progressive. Dès le début, sur la base de

coups de téléphone «affolés» du consulat français à Kinshasa, Giscard avait lancé la thèse de la «prise d'otages» et justifiait par avance l'intervention.

Mais la presse, la radio et la télévision n'ont pas parlé des victimes africaines du conflit. Un premier bilan fait déjà état de plusieurs centaines de victimes africaines, victimes du jeu des rivalités impérialistes. Il n'est plus question non plus des milliers d'opposants zairois que Mobutu a fait assassiner, des villages entiers qu'il a fait bombarder, avec l'aide des conseillers militaires français, parce qu'ils étaient «suspects», tandis que les Jaguars français bombardent des palmeraies au Tchad ou brûlent au napalm des dizaines de combattants sahraouis. Pour le gouvernement et ses officines de propagande, les morts n'ont pas la même valeur, suivant la couleur de la peau, suivant qu'ils sont victimes d'une intervention impérialiste ou qu'ils servent la justification à une telle intervention.

### Appel à l'opinion publique française

*Une nouvelle vague de répression contre les défenseurs des droits de l'homme déferle sur toute l'Union soviétique. Des membres des groupes de surveillance d'Helsinki, des syndicalistes, des nationalistes, des croyants, etc... sont poursuivis pour avoir exigé des libertés élémentaires qui sont en vigueur dans tout pays démocratique.*

*Les gouvernements signataires des accords d'Helsinki n'ont pas fait preuve à Belgrade d'une attitude conséquente à l'égard des engagements souscrits. Nous en appelons donc à l'opinion publique française.*

*Nous vous appelons à déployer des actions précises, individuelles ou collectives afin de briser les connivences derrière lesquelles la collaboration entre Etats se développe en dépit des violations flagrantes des accords d'Helsinki. Il est urgent de reconsidérer les rapports commerciaux, professionnels, etc... avec l'Union soviétique, les pays de l'Est et les autres Etats totalitaires qui violent systématiquement les droits de l'homme.*

*Cela a déjà été fait par les Opéras de Paris et de Milan. De même différents comités se proposent de boycotter le congrès de cancérologie de Buenos Aires, celui de génétique de Moscou, ou encore la coupe de coupe de football en Argentine, etc...*

*Nous vous demandons de faire pression sur les organisations qui vous représentent, politiques, syndicales, professionnelles, etc., afin qu'elles mettent comme condition de leurs relations avec l'URSS le respect des droits de l'homme.*

Vladim Delaunay, Anatole Gladiline, Tatiana Jitnikova-Pliouchtch, Tatiana Khodorovitch, Vladimir Maximov, Léonide Pliouchtch.

### Orlov : ajournement d'un accord sportif avec Moscou

Le gouvernement britannique a ajourné la signature d'un protocole d'accord sur les relations anglo-soviétiques, par suite de la condamnation de Youri Orlov. «Au moment où d'autres événements mettent en question l'attitude du gouvernement soviétique à l'égard de l'accord d'Helsinki, nous avons estimé qu'il valait mieux procéder à un nouvel examen avant de mettre en application d'autres accords qui relèvent de l'acte final d'Helsinki» a déclaré le porte-parole du Foreign Office.

### Grève générale au Pérou

Un vague de grèves de très grande ampleur se déroule en ce moment au Pérou. C'est l'augmentation brutale de plus de 60% sur les denrées alimentaires, les transports, les carburants qui a déclenché la colère du peuple péruvien. Partout dans le pays, des affrontements ont eu lieu avec la police et l'armée. Les postes de police et les établissements publics ont été attaqués par les manifestants. Les deux centrales syndicales avaient lancé pour lundi et mardi un appel à la grève générale. La semaine dernière déjà, 800 syndicalistes avaient été arrêtés dans tout le pays. La répression est féroce face

au soulèvement populaire : l'armée a pris position à Lima et dans les grandes villes depuis le début de la semaine ; les contrôles et les arrestations se font en masse. À Lima, les flics ont tiré sur des manifestants qui avaient construit des barricades dans le centre de la ville. Malgré l'état d'urgence, le Pérou tout entier est paralysé par la grève depuis deux jours.

Cette flambée de grèves témoigne de la colère du peuple péruvien durement frappé par les hausses vertigineuses du coût de la vie qui aura atteint 100% en un an, aggravant brutalement la misère déjà grande des masses péruviennes.

### Violents affrontements dans une mine d'or en Afrique du Sud

Les mineurs d'une mine d'or proche de Johannesburg avaient décidé de s'élever contre leurs conditions de travail, et le non-paiement de ce travail. La mine de Welkom appartient à l'Anglo-American Corporation, dont le directeur est connu comme le chef de file des Blancs libéraux d'Afrique du Sud. Mais dimanche soir, le libéralisme était bien loin ! Face aux revendications des mineurs, la police est intervenue, tuant treize mineurs noirs. Seize autres ont été blessés et 23 arrêtés. Les quartiers d'habitation des mineurs ont été dévastés par les flics. Les patrouilles continuent à monter la garde dans la mine. La situation des travailleurs étant réglée par contrat, des centaines de mineurs risquent «d'être renvoyés chez eux» après ce conflit.



## PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 23 mai

TF 1

- 18 h 00 - A la bonne heure : vivre heureux dans un grand ensemble : est-il possible de construire autrement ?  
 18 h 25 - Pour les jeunes.  
 18 h 55 - Le village englouti.  
 19 h 15 - Une minute pour les femmes.  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 45 - Eh bien raconte.  
 20 h 00 - Journal.  
 20 h 30 - Show machine.  
 21 h 30 - Les grandes heures de la coupe du monde : 1958 - 1966.  
 22 h 25 - Le livre du mois.  
 23 h 40 - Journal et fin.

A 2

- 18 h 25 - Dessins animés.  
 18 h 40 - C'est la vie.  
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres.  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 45 - Top club.  
 20 h 00 - Journal.  
 20 h 35 - Les dossiers de l'écran : Émile Zola ou la conscience humaine. Montage d'extraits du film en quatre épisodes de Stelio Lorenzi.  
 Débat : Zola ou les droits de l'homme.  
 23 h 30 - Journal et fin.

FR 3

- 19 h 05 - Télévision régionale.  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 40 - Tribune libre : mouvements des cadres, ingénieurs et dirigeants chrétiens.  
 19 h 55 - Flash journal.  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures.  
 20 h 30 - L'étoile du sud. Film d'aventures.  
 22 h 10 - Journal et fin.

Mercredi 24 mai

TF 1

- 20 h 00 - Journal.  
 20 h 30 - Kakemono hotel. Film TV d'après le roman de Jean Cayrol. Avec C. Denner, M. Dubois. Une femme vend sa maison en viager à son neveu.  
 22 h 00 - Titre courant.  
 22 h 10 - La part de vérité. A. Peyrefitte.  
 23 h 30 - Journal

A 2

- 20 h 00 - Journal.  
 20 h 30 - Septième avenue.  
 21 h 25 - Question de temps. Non à l'apocalypse. Émission consacrée au désarmement. Reportage sur l'armement des États-Unis et l'URSS, sur l'armement nucléaire, sur les sous-marins et les satellites d'observation.  
 22 h 25 - Festival de Cannes.  
 22 h 40 - Journal

FR 3

- 20 h 00 - Journal.  
 20 h 30 - Assassinat à Sarajev. Film Yougoslave de V. Bulajic (1975), avec C. Plummer, F. Bolkan. Reconstitution historique de l'assassinat de l'archiduc François Ferdinand.  
 21 h 50 - Journal.  
 22 h 05 - Ciné regards.  
 22 h 35 - Fin

## L'énergie demain

«TOUT NUCLÉAIRE»  
OU ÈRE DES ÉNERGIES NOUVELLES ?

Je voudrais signaler aux lecteurs du *Quotidien du Peuple* le numéro «spécial énergie» du mensuel de l'Union Fédérale des Consommateurs : *Que choisir ?*

Ce dossier a été établi par une équipe de scientifiques appartenant à l'EDF, au CEA, à l'INSEE, et autres services officiels ayant un rapport aux problèmes énergétiques. Ce qui permet à cette étude très complète de s'appuyer sur des chiffres et des hypothèses de travail officiels, bien que souvent, non publics !

Ce dossier est, à mon avis, d'un grand intérêt, ce pour quatre raisons :

— c'est un réquisitoire impitoyable contre le «Programme nucléaire». Manque de souplesse de fonctionnement des centrales, manque de débouchés pour le courant produit, hausse constante du coût du KWh nucléaire, etc.

Au delà des arguments sur la question des dangers que présente le nucléaire, il ressort clairement à la lecture, que le pari est plus que hasardeux, même d'un point de vue capitaliste.

— c'est aussi un bilan de nos besoins. Bilan polémique, qui envisage l'accroissement de la consommation, dû aux améliorations des conditions de vie, mais passe en revue les gaspillages actuels, ainsi qu'un certain nombre de remèdes. Exemple, le recyclage : une tonne d'aluminium coûte en énergie lors de sa fabrication (équivalent pétrole) : cinq tonnes de pétrole à partir du minéral, + 0,18 tonne à partir d'alu recyclé.

— un inventaire y est fait des formes d'énergie dont



nous aurons besoin, et des ressources dont nous disposons aujourd'hui, utilisées ou non : le charbon, la géothermie, pétrole et gaz (en France), hydro-électricité, éolienne bio-énergie (gazogène, etc.), et enfin solaire...

Renouvelable et non polluante, au même titre d'ailleurs que les bioénergies, l'énergie d'origine solaire emporte la préférence des auteurs de cette étude.

Leur option semble d'autant plus sérieuse que :

1. Les problèmes de la transition sont soigneusement examinés.

2. Des comparaisons révélatrices sont faites : en l'an 2000, la France prévoit que le solaire fournira 3 % de l'énergie, les

USA : 30 % ; en 1958, les photopiles revenaient à 5 000 F le watt, aujourd'hui : 50 F. Selon certains spécialistes américains, leur technologie étant proche de celle des transistors, leur prix pourrait baisser rapidement et atteindre 2,50 F le watt dès 1983.

— la dernière raison qui fait l'intérêt du dossier tient dans une contradiction : « Cette lutte (contre les gaspillages, etc. NDLR) est notre affaire », note Michel Bosquet en préface. Il ajoute aussitôt : « Nous ne pourrions certes la gagner sans le concours de l'État et des grands consommateurs institutionnels (administrations, services publics, industries.) » Et pourtant, peut-on

imaginer que le peuple mette en œuvre par lui-même et pour lui-même, une autre politique énergétique, tout en restant dans le cadre de la société actuelle ? Crise énergétique et crise de société convergent. Les perspectives ouvertes par ce dossier dépassent nettement le cadre qui leur est assigné. Raison de plus pour s'en saisir.

Que choisir,  
«spécial nucléaire»  
à commander à l'UFC  
7 rue Léon-Reynaud  
75 781 Paris  
Cedex 16

PS : Dans la critique du livre *Les énergies du soleil*, vous parlez des pistes de la photosynthèse, et de la fermentation des boues qui pourrait être appliquée en Inde. Cette solution est appliquée en Chine populaire : 4 millions de «générateurs de biométhane» existent dans les campagnes chinoises. L'ONU proposerait à l'Inde de suivre la même voie : pour 90 % du coût de l'usine d'engrais ou de la centrale thermoélectrique, on peut construire 26 150 générateurs ayant la production des deux réunies économisant devises et pétrole créant 131 000 emplois au lieu de 1 000.

Toujours d'après ce dossier, le solaire (décentralisé) qui, par rapport au nucléaire, demanderait 10 fois moins de capitaux, créerait (à investissement égal) cinq fois plus d'emplois (il y a encore bien d'autres éléments de ce type dans l'étude citée... Publicité non payée).

Un lecteur  
de Vaulx-en-Velin

## Et l'acier fut trempé

134<sup>e</sup> épisode,

Trois mots viennent d'être transcrits par le télégraphiste : «Lénine est décédé»...

L'équipe de petit entretien s'affairait autour d'une locomotive garée au-dessus de la fosse de réparations n° 1. Le vieux Polentovski était descendu lui-même dans la fosse, sous le ventre de sa locomotive, et indiquait aux ouvriers les endroits malades. Zakhar Brouzjak redressait avec Artem une grille aux barreaux déformés. Il la tenait sur l'enclume, pendant qu'Artem maniait le lourd marteau à devant.

Zakhar avait vieilli au cours de ces dernières années : une ride profonde, gravée par les épreuves, ravinait son front, et ses tempes blanchissaient. Il s'était voûté, et ses yeux profondément enfoncés restaient sombres.

Un homme se glissa par la fente claire du portail et fut aussitôt happé par l'ombre du soir.

Les coups frappés sur le fer étouffèrent son premier cri, mais lorsqu'il accourut jusqu'aux hommes groupés près de la locomotive, Artem ne laissa pas retomber son marteau qu'il venait de brandir.

— Camarades ! Lénine est mort !

Le marteau glissa lentement de l'épaule et la main d'Artem le posa sans bruit sur le sol de ciment.

— Qu'est-ce que tu as dit ?

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Les doigts d'Artem se crispèrent en tenaille sur la courte pelisse du messenger qui venait d'apporter l'effrayante nouvelle.

Celui-ci, couvert de neige, hors d'haleine, répéta, mais d'une voix étranglée, fêlée :

— Oui, camarades, Lénine est mort.

Eh, parce que l'homme ne criait plus, Artem comprit que c'était l'épouvantable vérité. Au même moment, il reconnut dans le messenger le secrétaire du collectif du Parti.

Les ouvriers sortaient des fosses et apprenaient en silence la mort de celui dont le monde entier connaissait le nom.

Devant la porte, une locomotive mugit, faisant sursauter tout le monde. A l'extrémité de la gare, une autre lui répondit, puis une autre, une autre encore... A leur appel puissant et tourmenté se mêlèrent les sirènes des centrales électriques, stridentes comme le vol d'un obus. Un son pur, cuivré, domina. C'était la belle locomotive «S», attelée au train de voyageurs en partance pour Kiev.

Le soldat du Guépéou sursauta quand le mécanicien du train polonais assurant la liaison directe Chépétovka-Varsovie, ayant appris la raison de ce vacarme alarmant, écouta une minute, puis leva lentement la main et tira sur la chaînette commandant la soupape du sifflet. Il savait qu'il faisait ce geste pour la dernière fois de sa vie, qu'il ne remonterait plus sur cet engin, mais il

ne lâchait pas la chaînette et le hurlement de sa locomotive bouleversa sur les divans rembourrés de leurs compartiments-salons, les courriers et les diplomates polonais terrifiés.

Les ouvriers affluaient au dépôt par toutes les portes. Et, quand l'énorme bâtisse fut comble, des paroles s'élevèrent dans le silence endeillé.

C'était le vieux bolchévik Charabine, secrétaire du comité régional de Chépétovka du Parti, qui parlait :

— Camarades ! Le guide du prolétariat mondial, Lénine, est mort. Le Parti vient de subir une perte irréparable. Celui qui a créé notre Parti bolchévik et lui a appris à être implacable à l'égard de ses ennemis, n'est plus... La mort du guide de notre Parti et de notre classe appelle dans nos rangs les meilleurs fils du prolétariat...

Les accents de la marche funèbre... Des centaines de têtes découvertes... Et Artem, qui n'avait pas pleuré depuis quinze ans, sentit un spasme lui étreindre la gorge, et ses puissantes épaules tremblèrent.

Il semblait que les murs du club des cheminots ne pourraient pas contenir la poussée de cette masse humaine. Dehors, il gela à pierre fendre. Les deux sapins de l'entrée s'étendaient comme d'énormes pattes leurs branches chargées de neige et d'aiguilles de glace, mais dans la salle on étouffait à cause autant du poêle brûlant que du souffle des six cents personnes qui avaient voulu participer à l'assemblée de deuil convoquée par le collectif du Parti.

On n'entendait dans la salle ni le brouhaha, ni les conversations habituelles. Une profonde tristesse assourdissait les voix, on chuchotait, et bien

(à suivre)



## RHÔNE-POULENC A VITRY

### L'expérience d'un comité de base

Enquête de Samuel LARA

# «SI ON PART DANS UN MOUVEMENT PROLONGÉ, ON EXIGERA LES MÊMES FORMES D'ORGANISATION»

«A Rhône Poulenc de Vitry, nous a expliqué un syndicaliste de l'usine, c'est la CGT qui a commencé à impulser les comités de base, et cela dès le début de la grève. Mais très vite, la direction du syndicat a eu une attitude plus réservée en voyant la tournure que prenaient les comités.»

— Q : Pourquoi ?

— «Parce qu'elle ne pouvait plus contrôler ce qui s'y passait. Tout s'est décidé en AG, dans les ateliers, dans les labos. Il y avait un fort courant des idées nouvelles de mai 68 et elle avait du mal à s'y opposer de nouveau. Le comité exécutif d'entreprise continuait de fonctionner. Il était formé par les délégués syndicaux comme avant, mais on avait cependant réussi à y imposer des non syndiqués après toute une bataille. Les responsables locaux de la CGT voulaient garder son caractère purement syndical. Le comité exécutif a continué d'exister mais avec un rôle restreint. C'est lui qui a mené les négociations avec les patrons. Mais pendant toute l'occupation, c'est le comité d'usine (émancipation directe des travailleurs) qui a eu un rôle moteur.»

#### UNE ORGANISATION PAR LE BAS :

Cette organisation des travailleurs née dans la lutte, dans cette usine de 3 000 travailleurs à l'époque, est particulièrement intéressante : 36 comités de base ont été mis en place dans l'usine dès les premiers jours de la grève. Un par service, chaque service pouvant grouper plusieurs ateliers... Chacun de ces comités élisait des représentants, formait les bureaux de plusieurs comités et les élus de ces bureaux formaient à leur tour le comité d'usine. Ce qui faisait une délégation de pouvoir à trois étages : comités de base, bureaux, comités d'usines. Tous les délégués devant rendre compte de leur mandat régulièrement et étant bien sûr révocables. Tous les matins de 8 h 30 à 10 h 30 environ, chaque comité de base se réunissait en A.G. pour discuter de son organisation matérielle (surveillance de l'usine...) pour décider des débats politiques à mener et des initiatives à prendre. Le comité d'usine se réunissait ensuite pour prendre en compte le résultat de ces AG. Cette organisation par le bas avait l'incontestable avantage de consultations très rapides. En un

temps record, à tout moment 50 % des travailleurs pouvaient donner leur point de vue, alors que les consultations syndicales ne touchaient que 13 % du personnel.

Bien plus, cette forme d'organisation permettait à l'ensemble des travailleurs de contrôler, peser sur les décisions, de libérer toutes les initiatives. L'avantage, on le voit, n'est pas simplement un meilleur fonctionnement technique, mais c'est la prise en charge par le bas de la lutte et de l'occupation et c'est ce qui a permis la mobilisation des masses dans l'usine.

Ensuite, ce que ne pouvait accepter le PCF : décider de tout, tous les jours, c'est bien ce qui inquiétait les révisionnistes (Vitry est une municipalité de vieilles implantations du PCF). Aussi la CGT a progressivement demandé à ses adhérents de se mettre en retrait des comités de base. Peine perdue. Pour une fois que les choses se décidaient en toute clarté et non dans le secret des bureaux syndicaux !

— Q : Alors comment expliquer que ce soit la CGT qui commençait à construire les comités de base dans l'usine ?

— C'est sans nul doute dû à une certaine tradition du syndicat qui pouvait persister. Qu'on se souvienne : le 30<sup>e</sup> congrès de la CGT en juin 1955, tira ainsi les leçons de 1936 : «Si les capitalistes purent prendre du poil de la bête, c'est que le gouvernement d'alors, au lieu de faire appel aux masses qui étaient prêtes pour briser les manœuvres de l'ennemi, décréta la pause. Si le gouvernement décrétait la pause, c'est que le rassemblement populaire n'était pas aussi solidement organisé dans les masses. Il lui manquait un réseau serré de comités de base qui auraient joué un rôle décisif dans l'orientation de la politique.»

Les révisionnistes n'étaient donc pas hostiles aux comités de base, mais à condition qu'ils servent leur projet. Dans la mesure où leur ligne politique était battue en brèche, le comité de base devenait dangereux.

Les oppositions commençaient à apparaître sur la question de la démocratie et sur le rôle des délégués. La critique très nette de la bureaucratie dans l'ensemble de la société ne pouvait épargner les bureaucrates de l'usine.

Mais elles se sont étendues très vite et ont porté sur toutes les questions principales.

A l'époque, précise le camarade de l'usine, les comités de base avaient pris la décision de ne laisser entrer aucun journaliste dans l'usine. Ce qui peut paraître surprenant aujourd'hui. En fait, cette mesure visait essentiellement *L'Humanité* (il n'existait pratiquement pas d'autres journaux dans lesquels on aurait pu se reconnaître). C'est dire la tension qui avait existé avec le PCF...

## LA LUTTE CONTINUE



#### DES DÉBATS PERMANENTS

Il y avait d'ailleurs des débats permanents sur tout, sur la question du type de société à construire, du pouvoir des travailleurs sur le rôle des cadres. Ceux de l'usine se sont réunis au début de la grève pour décider collectivement de leur participation ou pas. Finalement ils sont restés dehors, ce qui a clarifié les choses.

Il y avait des débats sur d'autres questions qu'on n'abordait pas avant, sur des problèmes de culture, sur la sexualité. Les grévistes de l'ORTF sont venus parler de leur action, mais aussi de la liberté d'expression, de la censure, de la manière dont la télé et la radio tentaient de nous intoxiquer.

Pendant toute cette période, on n'a pas arrêté de discuter, de débattre. Ça, c'était nouveau, et ça a pas mal changé les rapports dans la boîte. On a pris des initiatives aussi : par exemple, on s'est mis d'accord avec une gréviste de B.P. (de station service proche) pour une distribution de l'essence au moment où les pompes étaient fermées.

Mais surtout on a organisé des visites de l'usine, ateliers, labos, etc. Sans mai 68, je ne saurais pas comment tourne l'usine, quels sont les procédés de fabrication, ce qu'on y produit... Certains, avec 30 années de boîte, ne connaissaient que leur atelier.

— Q : Est-ce que vous avez eu des rapports avec l'extérieur ?

— On était essentiellement resté dans l'usine. Quelques-uns allaient à la coordination de Censier. Ils rendaient compte régulièrement. Mais finalement on a été peu tourné vers l'extérieur pendant ce mois. On discutait sans arrêt à l'intérieur, on avait beaucoup de choses à dire. Avec le recul, c'était sans doute une erreur. On n'avait pas de lien sur le quartier. Peu avec les autres boîtes. Aucun avec les autres usines du trust. Le comité de coordination est né après mai 68, parce que la nécessité s'est faite sentir à ce moment : «Pas question de reculer !...»

— Q : Qu'est-ce qu'il reste aujourd'hui de ces comités ?

— Les comités de base n'ont pas survécu aux négociations. Mais ce qui est certain, et ce que disent les travailleurs, si on part d'un mouvement prolongé, on exigera les mêmes formes d'organisation.

#### «PAS QUESTION DE RECULER LA-DESSUS !»

Cette expérience, que la classe ouvrière, que les travailleurs ont faite en de multiples occasions, avec ses avancées, avec ses limites, il nous faut sans tarder bien les recenser, en tirer tout le bilan. C'est sans nul doute l'une des grandes questions sur lesquelles mai nous interroge aujourd'hui, à la fois pour la détermination des formes d'organisation, pour la lutte et pour la définition même de notre projet socialiste.

oui  
usines  
occupees